

supplément No 6 pour la Suisse au journal :

le prolétaire

bimensuel

parti communiste International (programme communiste)

mai 76



La crise en Suisse est subordonnée à celle du capitalisme mondial !



Bilan de la grève de MATISA .



La « participation » : arme de la bourgeoisie et de l'opportunisme !



Le PST et « la dictature du prolétariat » !!!



EDITION "PROGRAMME COMMUNISTE"

Editeur responsable: F.Gambini

20, rue Jean Bouton — Paris

FR. 2.—

LA CRISE EN SUISSE EST SUBORDONNÉE A CELLE DU CAPITALISME MONDIAL !

LA SITUATION DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

En 1973, l'économie capitaliste mondiale a connu le sommet d'une période de "prospérité", marquée notamment par la croissance de la production industrielle de la plupart des pays développés, la forte progression du commerce mondial, (les exportations ont augmenté de 14,5% en volume, contre 8,5% en 1972 et 6,1% en 1971), l'accroissement de la demande de matières premières, et l'accélération de la hausse des prix qui caractérise toujours la phase "montante" du cycle économique capitaliste. En 1974, le cycle se trouve dans sa phase de baisse qui le mène à la récession, source sérieuse de difficultés pour les économies capitalistes nationales, auxquelles vient s'ajouter, 1) le phénomène de l'inflation, 2) les incidences de la hausse brutale du prix des matières premières (pétrole en particulier); cette hausse pousse la plupart des pays développés à essayer d'exporter encore plus pour équilibrer leur balance commerciale au moment précis où du fait du ralentissement économique général, les marchés ont tendance à se resserrer.

Les crises cycliques du capitalisme

Il ne s'agit pas ici d'exposer la théorie des crises cycliques de l'économie capitaliste, toutefois nous rappelons brièvement ce que Marx écrivait dans *Le Capital* :

"L'expansibilité immense et intermittente du système de fabrication jointe à sa dépendance du marché universel, enfante nécessairement une production fiévreuse suivie d'un encombrement des marchés, dont la contraction amène la paralysie. La vie de l'industrie se transforme ainsi en une série de périodes d'activité moyenne, de prospérité, de surproduction, de crise et de stagnation. L'incertitude et l'instabilité auxquelles l'exploitation mécanique soumet le travail finissent par se consolider et par devenir l'état normal de l'ouvrier grâce à ces variations périodiques du cycle industriel." (L.I, Ed. Soc. t.II, p.133)

Et plus loin Marx précisait :

"Jusqu'ici la durée périodique des cycles est de 10 ans ou 11 ans mais il n'y a aucune raison de considérer ce chiffre comme constant. Au contraire, on doit inférer des lois de la production capitaliste telles que nous venons de les développer, qu'il est variable et que la période des cycles se raccourcira graduellement..." (Ed.Soc.III p.77)

Un siècle plus tard, cette série de périodes d'activité moyenne, de prospérité, de surproduction, de crise, de stagnation, n'a pas cessé de se manifester.

Afin de mettre ces cycles en évidence pour les principaux pays capitalistes développés, nous procéderons de la manière suivante : nous prendrons pour chaque pays la série des indices de la production industrielle, trimestre par trimestre, depuis 1963; puis pour chaque trimestre nous calculerons l'augmentation en % de la production par rapport au même trimestre de l'année précédente. On obtient ainsi - grâce à cette méthode grossière du point de vue de la statistique, mais tout à fait suffisante pour ce qui nous intéresse, une série représentant l'évolution du taux annuel de croissance de la production industrielle, trimestre par trimestre. (tableau I) Les graphiques obtenus à partir d'un tel tableau mettent en évidence pour chacun des pays considérés l'existence de cycles de production plus ou moins réguliers, plus ou moins marqués, mais qui se manifestent incontestablement avec des périodicités variant de 3 à 5 ans.

TABLEAU 1 :
TAUX DE CROISSANCE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Pour chaque année, les 4 lignes donnent les taux de croissance pour chaque trimestre par rapport au même trimestre de l'année précédente

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Etats-Unis	3,2	7,2	8,7	8,8	3,2	3,1	4,6	0	-2,9	4,3	11,6	1,5
	5,2	6,0	7,5	9,6	0,8	5,5	4,5	-2,1	-1,5	5,2	9,8	0,4
	5,2	6,9	7,4	9,5	0	4,7	5,2	-3,6	-0,7	7,9	9,2	
	6,2	6,9	8,3	8,5	0,8	4,6	2,2	-5,1	2,9	10,7	5,3	
Grande-Bretagne ..	0	11,6	3,8	2,7	-0,9	4,5	4,3	2,5	0,8	-3,2	13,4	-6,3
	2,0	9,1	2,8	1,8	0	4,4	4,2	1,6	0,8	3,2	7,8	-0,9
	4,1	6,9	2,8	1,8	0	7,1	2,5	1,6	0	4,2	8,2	
	8,3	5,8	2,7	1,8	4,5	5,2	2,5	0,8	0	7,1	3,8	
Allemagne	1,0	9,4	8,5	3,5	-5,9	8,1	16,7	9,3	3,9	0,6	8,7	1,2
	3,1	9,1	5,5	3,5	-5,9	12,6	15,2	8,3	1,3	2,5	8,6	1,5
	3,0	7,9	4,6	1,7	-1,7	5,2	10,8	6,2	1,3	2,5	7,6	
	5,0	7,7	2,7	-0,9	4,4	14,3	10,3	1,3	0	9,1	5,5	
Japon	3,3	19,4	8,1	5,0	19,8	17,2	15,8	19,5	9,4	2,9	17,0	7,2
	7,7	16,3	4,4	10,9	18,9	19,1	16,6	18,3	5,0	5,9	18,5	1,1
	14,5	14,5	1,7	15,8	19,4	16,8	17,0	16,3	1,9	7,8	18,0	
	21,4	11,1	1,7	19,7	19,2	16,7	17,2	10,5	0,9	12,6	16,4	

Source : O.C.D.E., *Principaux indicateurs économiques*. Chiffres calculés d'après les indices trimestriels de la production industrielle, corrigés des variations saisonnières

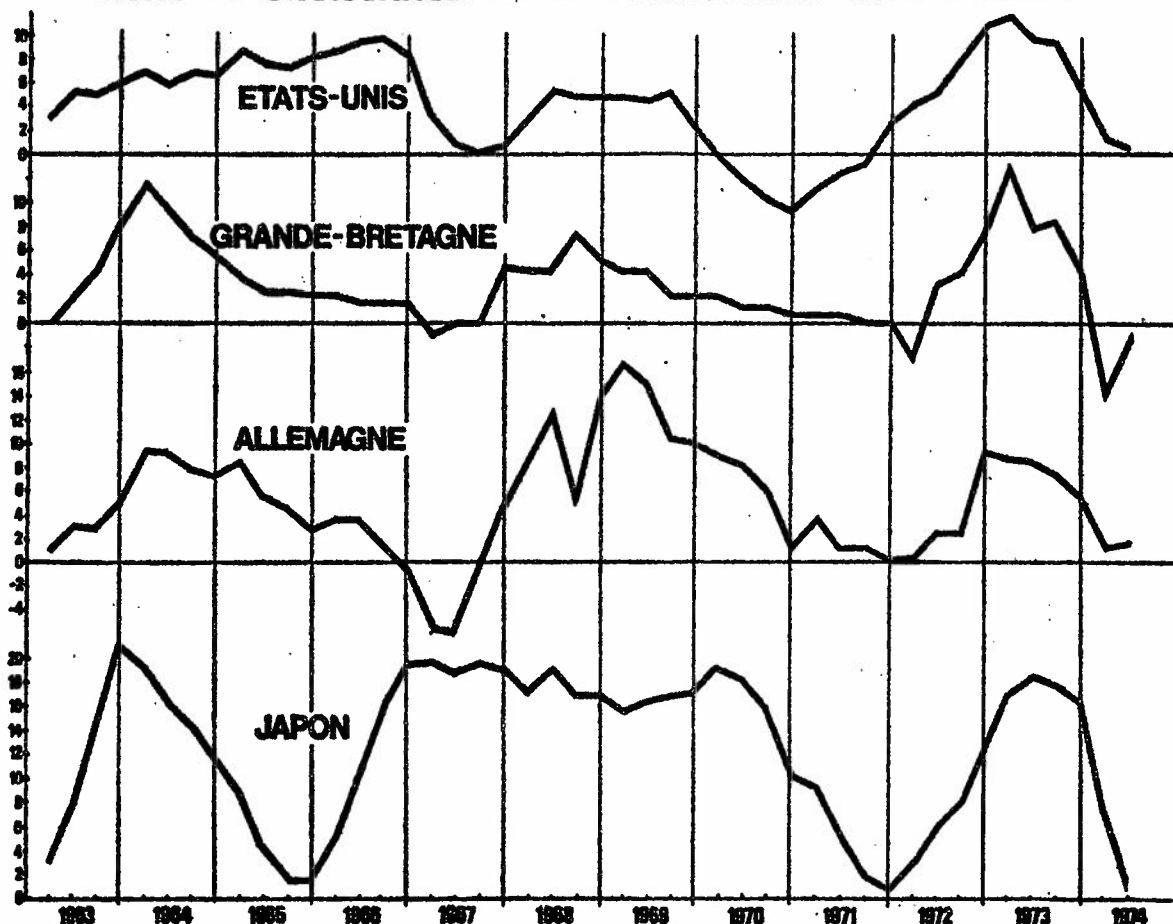
On voit que pour les 4 principaux pays capitalistes occidentaux, la phase de dépression la plus récente a culminé en 1970 pour les USA (baisse de production), en 1971 pour l'Allemagne et le Japon (ralentissement), et fin 1971 pour la G.B. (légère baisse).

C'est précisément en 1970-71 que l'on notait la recrudescence du chômage, le ralentissement du commerce mondial, et de durs affrontements commerciaux et monétaires entre "alliés" occidentaux.

"A part les périodes de prospérité," écrit Marx, "la lutte la plus acharnée s'engage entre les capitalistes pour leur place au marché et leurs profits." (éd. Soc. II, p.133)

L'année 1972 marque partout une nette reprise qui culmine pour tous les pays considérés au premier et deuxième trimestres 1973; le taux de croissance se ralentit partout, pour tomber brusquement en 1974.

TAUX DE CROISSANCE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE



Le ralentissement et la stagnation sont aggravés par le fait que pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, le cycle est "en phase" chez les principaux pays capitalistes, alors qu'auparavant les phases de baisse chez les uns correspondaient à des phases de hausse chez les autres - ce qui permettait en quelque sorte de limiter les dégâts par le jeu des exportations -. Le ralentissement de 1974 est simultané.

"Un ralentissement de la croissance," écrivait début 1974 la revue américaine Business Week, "pourrait avoir un effet cumulatif, la faiblesse économique se transmettant de pays à pays, par l'intermédiaire de la structure des échanges commerciaux." Si, comme il est logique de la penser, la "concomitance des phases" se poursuit, le phénomène est d'une grande importance, car il doit accentuer les accoups de l'économie capitaliste mondiale, en renforçant la simultanéité et l'extension des crises.

LES AFFRONTEMENTS ECONOMIQUES INTERIMPERIALISTES

Avant d'illustrer d'avantage la crise actuelle, il est important de saisir le poids de l'impérialisme américain et sa "faculté de manoeuvre" notamment par l'habile exploitation de la "crise pétrolière". Dans une première phase, Washington a imposé, grâce à diverses pressions économiques et politiques, la réévaluation des monnaies allemandes et surtout japonaises par rapport au dollar. Ces mesures ont été très bénéfiques pour le commerce extérieur des USA : + 23,8% en volume en 1973 (contre + 9,1% en 1972 et - 1,2% en 1971).

Ces manipulations monétaires ont également freiné l'expansion commerciale japonaise, en particulier vers les USA, qui reçoivent près du tiers des exportations nippones; ces dernières ont subi en 1972 et 73 un net ralentissement, + 3,7% en volume en 1973, + 5,5% en 1972 contre 17,5% en 1971.

TABLEAU 2 - EXPORTATIONS DE MARCHANDISES

(Chiffres en milliards de dollars)

	1970	1971	1972	1973
ETATS-UNIS	42,6	43,5	48,9	70,2
Croissance annuelle en volume (%) ..	8,0	-1,2	9,1	23,8
GRANDE-BRETAGNE	19,3	22,3	24,3	30,4
Croissance annuelle en volume (%) ..	2,7	6,1	1,5	14,4
FRANCE	17,7	20,3	26,0	35,9
Croissance annuelle en volume (%) ..	14,9	8,6	14,3	9,7
ALLEMAGNE	34,2	38,9	46,2	67,5
Croissance annuelle en volume (%) ..	8,5	6,7	8,6	17,8
JAPON	19,3	24,0	28,6	36,8
Croissance annuelle en volume (%) ..	14,5	17,5	5,5	3,7
ITALIE	13,2	15,1	18,5	22,2
Croissance annuelle en volume (%) ..	8,4	7,0	14,2	4,1
U.R.S.S.	12,8	13,8	15,4	21,4
Croissance annuelle en valeur (%) ..	9,8	7,9	11,2	39,3

Sources: O.N.U., *Bulletin mensuel de statistiques*; F.M.I., *International Financial Statistics*. Les statistiques officielles ne permettent pas de connaître la croissance annuelle des exportations de l'U.R.S.S. en volume (c'est-à-dire abstraction faite de la hausse des prix).

Ainsi, en 1973 les USA rétablissent leur balance commerciale avec même un léger excédent, amélioration de 7 Mds en l'an, alors que l'excédent japonais diminuait simultanément de 5 Mds.

Pour la G.B. et l'Italie, même avec une dévaluation de fait de leurs monnaies, favorable à leurs exportations, ces deux pays ont subi (les plus faibles des grands pays capitalistes) les conséquences de la contre-attaque américaine, du renforcement de la concurrence internationale: diminution de leur part du marché mondial, lourd déficit de leur balance commerciale.

TABLEAU 3 - BALANCES COMMERCIALES*(Chiffres en milliards de dollars)*

	1970	1971	1972	1973
ETATS-UNIS	2,11	-2,69	-6,91	0,64
GRANDE-BRETAGNE	0,03	0,76	-1,72	-5,88
FRANCE	0,32	1,10	1,27	1,60
ALLEMAGNE	5,90	6,70	8,20	14,40
JAPON	3,96	7,78	8,97	3,74
ITALIE	-0,38	0,11	0,00	-3,94
U.R.S.S.	1,07	1,32	-1,68	0,35

Données f.o.b. pour tous les pays y compris l'Allemagne et l'U.R.S.S.
Sources: F.M.I., *International Financial Statistics*; pour l'Allemagne, F.M.I., *Annual Report*, 1974; pour l'U.R.S.S., chiffres calculés d'après: O.N.U., *Bulletin mensuel de statistiques*.

TABLEAU 4 - PARTS DU MARCHÉ MONDIAL*(Pourcentage des exportations mondiales réalisé par chaque pays)*

	1970	1971	1972	1973
ETATS-UNIS	13,6	12,5	12,0	12,4
GRANDE-BRETAGNE	6,2	6,5	6,0	5,4
FRANCE	5,6	5,9	6,4	6,4
ALLEMAGNE	10,9	11,3	11,3	12,0
JAPON	6,2	6,9	7,0	6,5
ITALIE	4,2	4,4	4,5	3,9
U.R.S.S.	4,1	4,0	3,8	3,8

Sources: chiffres calculés d'après: O.N.U., *Bulletin mensuel de statistiques*.

En revanche, le capitalisme allemand a de nouveau accumulé, malgré la réévaluation du DM, un énorme excédent commercial au détriment de ses concurrents, et augmenté de nouveau sa part du marché mondial qui est très proche de celle des USA. Quant au capitalisme français il a réussi à "limiter les dégâts" en 1973, en stabilisant sa part du marché mondial et en récoltant un léger excédent commercial.

La crise pétrolière

En ce qui concerne la crise pétrolière, rappelons que le marché pétrolier mondial est dominé par le cartel des compagnies anglo-saxonnes qui contrôle directement ou indirectement plus des 2/3 de la production mondiale. Le Japon et les pays européens dépendent entièrement des importations de pétrole (Moyen-Orient) alors que les USA n'importent environ que le 30% de leur consommation. Ces derniers contrôlent ainsi l'approvisionnement de leurs principaux concurrents commerciaux, en particulier l'Allemagne et le Japon.

Les états producteurs n'ont fait que d'appliquer la loi du marché qu'ils avaient subie jusqu'ici de manière draconienne. Ainsi ils ont décidé une augmentation du prix du brut en se servant, lors du conflit du Moyen-Orient, de l'épisode de "l'embargo" pétrolier pour accentuer leur pression. Comme en 1971, lors des négociations de Téhéran et de Tripoli, le cartel angb-américain ne s'est pas opposé aux augmentations de prix étant entendu que les compagnies pétrolières n'y perdaient pas un dollar. Ces dernières ont réussi à faire accepter l'augmentation de leurs prix et bénéfiques grâce à la mise en scène de la "crise de l'énergie" et par l'embargo des pays arabes dirigé soit-disant contre les USA.

Dans un premier temps, donc, la hausse des prix allait dans le sens des intérêts à long terme de l'impérialisme américain (développer la recherche pétrolière pour viser à l'indépendance énergétique) pourtant le premier visé théoriquement par l'embargo. Toutefois, il est évident qu'une hausse trop forte risquait de mettre Washington dans une situation délicate du point de vue de ses intérêts alors que l'Europe et le Japon pouvaient être acculés à la faillite. Ainsi, dans un deuxième temps, l'impérialisme américain a alors averti les états producteurs que la limite était atteinte, et a utilisé l'Arabie Saoudite pour essayer de faire entendre raison à certains états. (Iran et Algérie, en particulier).

Pour l'impérialisme américain cette manoeuvre a été encore plus payante que la manoeuvre monétaire, puisque la recette des états producteurs a quadruplé aux dépens essentiellement des pays d'Europe et du Japon. Or les Usa sont le premier fournisseur des états producteurs (armes) et aussi le seul pays impérialiste occidental à avoir avec eux une balance commerciale positive.

**TABEAU 5: BALANCE COMMERCIALE
AVEC LES ETATS PRODUCTEURS - MEDITERRANEE -
GOLFE PERSIQUE - 1973**

(Algérie, Libye, Irak, Arabie Saoudite, Koweït, Bahrein, Iran)

	Millions de dollars mensuels			Solde annuel
	Importations	Exportations	Solde	
ETATS-UNIS	100,5	152,8	+ 52,3	+ 627
G.-B.	236,3	98,3	- 138,0	- 1.656
FRANCE	258,3	119,6	- 138,7	- 1.664
ALLEMAGNE	265,1	127,2	- 137,9	- 1.654
JAPON	380,9	121,6	- 259,3	- 3.111
ITALIE	274,0	85,9	- 188,1	- 2.257

Source: O.C.D.E., *Statistiques du commerce extérieur.*

Les concurrents des USA ont donc été sévèrement touchés par la hausse des prix du pétrole : leurs prix de revient augmentent, donc leur capacité concurrentielle diminue. Ils perdent des sommes importantes qui vont servir à ... élargir les marchés de l'impérialisme américain, accroître sa puissance financière et contribuer à

renforcer son réseau politico-militaire au Moyen-Orient. L'impérialisme américain par cette manoeuvre a fait sentir le poids de sa puissance à ses concurrents; au prix d'une accélération de l'inflation mondiale, de l'accentuation de la baisse du taux de profit ressentie plus particulièrement par les capitalismes les plus anciens comme la G.B., et de l'étranglement financier des économies les plus fragiles. En un mot, l'impérialisme américain n'a pu se délivrer provisoirement de ses difficultés qu'en aggravant les facteurs de crise de l'économie capitaliste mondiale.

L'ouverture à l'Est

Là aussi, la prépondérance américaine s'est également manifestée sur le plan commercial. L'ouverture à l'Est en 1973 a connu une forte progression. Les exportations des 6 premiers pays capitalistes vers l'URSS, ses satellites européens et la Chine, sont passées à 13,2 Mds de dollars contre 8,1 Mds en 1972 et 6,3 en 1971, donc plus que doublé de valeur en 2 ans. Cette expansion a surtout profité aux USA dont les exportations vers les pays de l'Est ont pratiquement triplé en 1973 par rapport à 1972, et à l'Allemagne qui est le premier exportateur occidental vers ces pays.

TABLEAU 6 - EXPORTATIONS VERS ZONE SINO-RUSSE
(Millions de dollars - Moyennes mensuelles)

	1970	1971	1972	1973
ETATS-UNIS	29,4	32,0	73,2	207,2
GRANDE-BRETAGNE	60,6	57,1	63,9	83,3
FRANCE	61,2	70,7	84,1	121,8
ALLEMAGNE	177,8	204,4	273,6	436,5
JAPON	87,0	95,6	120,1	162,7
ITALIE	63,9	67,5	72,2	89,5

Source: O.C.D.E., *Statistiques du commerce extérieur*. La ligne Allemagne inclut les exportations de l'Allemagne de l'Ouest vers l'Allemagne de l'Est, calculées d'après les données fournies dans: O.N.U., *Bulletin mensuel de statistiques*, juin 1974, p. xvii.

TABLEAU 7 - EXPORTATIONS VERS L'U.R.S.S.
(Millions de dollars - Moyennes mensuelles)

	1970	1971	1972	1973
ETATS-UNIS	9,8	13,4	45,5	99,2
GRANDE-BRETAGNE	20,4	18,0	18,8	19,8
FRANCE	22,7	21,3	28,0	48,0
ALLEMAGNE	35,2	38,4	59,3	98,5
JAPON	28,4	31,4	42,0	40,3
ITALIE	25,6	24,6	22,3	29,3

Source: O.C.D.E., *Statistiques du commerce extérieur*.

Vers la seule Union Soviétique les USA ont plus que doublé leurs exportations en 1973.

Vers la Chine, la première place est occupée par le Japon, dont les exportations progressent régulièrement, mais en 2 ans, le commerce américain a fait un bond ... de 0 à plus de 50 millions de dollars mensuels en 1973, et en dépassant les 100 millions de dollars mensuels au premier trimestre 1974.

TABEAU 8 - EXPORTATIONS VERS LA CHINE

(Millions de dollars - Moyennes mensuelles)

	1970	1971	1972	1973
ETATS-UNIS	—	—	5,0	57,4
GRANDE-BRETAGNE	8,9	5,7	6,5	17,2
FRANCE	6,7	9,2	4,9	7,4
ALLEMAGNE	13,9	11,5	13,7	25,8
JAPON	47,4	48,1	50,7	86,6
ITALIE	4,7	4,9	6,4	6,3

Source: O.C.D.E., *Statistiques du commerce extérieur.*

Si la progression des chiffres montre un développement incontestable de l'ouverture à l'Est, il faut toutefois bien se rendre compte que leur importance pour chacun des pays est relative face à leurs exportations totales. En effet, si les marchandises et les capitaux occidentaux pénètrent l'Est, c'est pour une fraction minime : 3,5% pour les USA, 5,3% pour le Japon, 3,3% pour la G.B., 4% pour la France, 4,8% pour l'Italie. L'Allemagne a un % plus significatif : 7,8.

Ceci montre bien la relative faiblesse des économies des pays de l'est peu compétitives sur le marché mondial pour les exportations de produits manufacturés. De plus, elles manquent de devises fortes nécessaires à l'achat sur une grande échelle de tous les biens d'équipement qu'elles ne peuvent produire elles-mêmes. Ainsi en 1973, les échanges commerciaux Est/Ouest accusent globalement un net solde positif en faveur de l'Occident.

Permanences des déséquilibres

Manipulation monétaire, exploitation de la crise pétrolière, ouverture à l'Est, toutes ces manoeuvres politico-économico-diplomatiques, ont rapporté comme dividende : le rétablissement spectaculaire de l'impérialisme américain par rapport à ses concurrents occidentaux. Le Japon, le plus dynamique, a été "étranglé" par les USA, sa balance commerciale et des paiements sont devenus déficitaires au début 1974 et l'inflation a fait un bond record : 23%.

Pourtant le Japon a continué son expansion sous d'autres formes. Par la réévaluation de sa monnaie, les exportations de capitaux ont connu en 72 et 73 un fort développement. Les flux d'investissements directs ont quintuplé.

TABEAU 9 - EXPORTATIONS DE CAPITAUX
(Chiffres en milliards de dollars)

	1970	1971	1972	1973
ETATS-UNIS	12,78	13,79	14,22	15,83
<i>dont : investissements directs</i>	7,33	8,10	7,92	9,35
Revenus des exportations de capitaux	14,37	16,01	18,44	23,05
GRANDE-BRETAGNE	2,11	2,42	4,02	3,40
<i>dont : investissements directs</i>	1,24	1,54	1,73	3,05
Revenus des exportations de capitaux	3,33	3,53	3,97	5,80
FRANCE	1,70	2,16	2,72	
<i>dont : investissements directs</i>	0,37	0,39	0,58	
Revenus des exportations de capitaux	1,44	1,55	1,78	
ALLEMAGNE	2,44	1,70	1,49	
<i>dont : investissements directs</i>	0,87	1,04	1,55	1,73
Revenus des exportations de capitaux	1,97	2,48	2,87	
JAPON	2,57	3,01	5,02	8,43
<i>dont : investissements directs</i>	0,35	0,36	0,72	1,88
Revenus des exportations de capitaux	0,71	0,98	1,62	2,64
ITALIE	0,97	0,81		
<i>dont : investissements directs</i>	0,11	0,39		
Revenus des exportations de capitaux	0,90	1,04		

Sources : F.M.I., *Balance of Payments Yearbook* ; pour 1973 : U.S. Department of Commerce, *Survey of Current Business* ; Bank of Japan, *Economic Statistics Monthly* ; HMSO, U.K. *Balance of Payments 1963-73* ; *Monthly Report of the Deutsche Bundesbank*.
Les chiffres de 1973 sont provisoires.

Les chiffres japonais sont encore très inférieurs à ceux des USA qui ont exporté en 1973 près de 16 Mds \$ de capitaux, dont plus de 9 en investissements directs, et dont les revenus globaux dépassent largement ces exportations elles-mêmes. Quant à l'économie allemande, elle a traversé imperturbablement les réévaluations du DM et la crise pétrolière, et continue d'accumuler les excédents commerciaux et les réserves de devises. Ses exportations de capitaux croissent à un rythme rapide et sa puissance financière en fait régulièrement le banquier des pays européens en difficultés et sa monnaie joue déjà un rôle continental.

Malgré le rétablissement de la position américaine, les tendances profondes à la remise en cause des équilibres subsistent et ne peuvent que s'accroître sous les pressions des impérialismes plus jeunes et plus dynamiques. La "coopération internationale" bourgeoise mène à l'affrontement des intérêts nationaux et à la guerre. Une telle perspective n'est évidemment pas pour un avenir proche, puisque les impérialismes jeunes qui jouent les trouble-fête dans l'équilibre mondial sont encore politiquement et militairement impuissants et soumis au super-impérialisme américain. Mais ce contraste entre leur puissance économique et leur impuissance politique et militaire n'est qu'une source supplémentaire d'antagonismes qui devra inéluctablement trouver sa solution.

Depuis le début 1974, les rencontres, conférences et autres colloques des responsables bourgeois dans le cadre de l'OCDE, du FMI, du "Club des 5", etc., se sont multipliés pour tenter de mettre un frein à la détérioration de la situation. Mais ils ne peuvent rien changer au principe fondamental des rapports entre nations bourgeoises

qui est celui de l'antagonisme et de la concurrence, de la promotion des intérêts de chacun sur le dos de ceux des autres, de la conquête des marchés, des sources de matières premières et des zones d'influence au détriment de ceux des voisins. Chacun croit détenir le remède magique consistant à réduire l'inflation en diminuant le salaire réel et à augmenter les exportations en les rendant plus compétitives grâce à l'accroissement de la productivité et à la diminution des coûts de revient. Chaque nation croit sinon gagner la bataille, du moins limiter les dégâts en renforçant l'exploitation de "ses" prolétaires. Dans leur fuite en avant individuelle, mais en même temps collective, elles ne font qu'accélérer l'engorgement du marché mondial, l'exacerbation de la concurrence à tous les niveaux, la guerre monétaire : en cherchant à échapper à la crise, elles ne font que la précipiter.

ILLUSTRATION DE LA CRISE ACTUELLE

Le baromètre le plus simple du développement et des convulsions du capitalisme est l'indice de la production industrielle. Observé sur une longue période, il confirme la loi du vieillissement du capitalisme et du développement inégal. Ainsi, sur la période qui va de 1955 à 1973, les taux moyens de croissance annuelle de la production industrielle pour les 6 principaux pays occidentaux ont été les suivants :

Japon	13,1 %
Italie	7,2
Allemagne	5,8
France	5,8
USA	4,6
G.B.	2,9

Pour mettre maintenant en évidence la marche convulsive de l'économie capitaliste, nous allons faire abstraction du mouvement de croissance à long terme : nous observerons non l'indice de la production industrielle, mais le taux de variation de chaque indice mensuel par rapport à l'indice du même mois de l'année précédente.

Le tableau qui suit regroupe ces taux annuels de croissance calculés mois par mois pour les 6 principaux pays, de janvier 1970 à juin 1975.

TABEAU 10 - PRODUCTION INDUSTRIELLE

*Variation de l'indice par rapport au même mois
de l'année précédente (en pourcentage)*

	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
ETATS-UNIS												
1970	-0,7	-1,4	-2,0	-2,0	-2,0	-2,7	-3,4	-3,4	-4,8	-6,8	-6,9	-4,8
1971	-2,1	-2,1	-2,1	-1,4	-0,7	-0,7	-0,7	-2,1	0,7	2,9	2,9	2,9
1972	2,9	4,3	5,0	5,7	5,7	5,7	6,9	8,7	8,5	10,0	10,7	10,6
1973	9,8	9,7	9,6	9,4	10,3	11,3	11,2	10,1	9,1	8,1	7,2	6,2
1974	2,6	0,8	0	0,8	0,8	0	-0,8	-1,5	-1,6	-1,7	-4,3	-6,5
1975	-9,3	-10,8	-11,9	-12,4	-13,1	-12,6						
GRANDE-BRETAGNE												
1970	0,8	2,4	4,1	2,4	-0,8	0	0	1,6	2,4	3,2	0	1,6
1971	3,2	0	-2,3	0	2,4	1,6	1,6	0	-0,7	-0,7	0,8	-0,7
1972	-2,3	-8,8	2,4	2,3	3,9	2,3	4,7	4,7	5,5	6,3	7,1	7,9
1973	8,0	20,8	10,9	6,8	4,7	6,7	5,7	5,7	4,7	4,5	2,7	0
1974	-7,4	-6,3	-4,4	0	0	-0,9	0,9	1,8	0	-2,0	-2,7	-2,1
1975	4,9	3,8	0	-4,7	-6,7							
JAPON												
1970	18,7	18,8	21,4	18,0	17,0	20,0	17,7	16,9	14,7	11,4	9,7	10,3
1971	10,3	8,1	9,2	5,1	0,4	3,0	3,0	3,8	4,9	2,2	6,9	3,7
1972	5,2	6,4	6,2	7,4	13,7	8,4	7,6	8,3	7,8	10,5	11,2	14,9
1973	18,2	17,1	18,7	17,7	19,4	18,3	19,4	18,0	17,8	18,4	17,2	12,6
1974	9,8	9,0	3,1	2,4	2,3	-1,5	-1,1	-5,3	-6,1	-9,7	-13,4	-13,6
1975	-18,0	-18,3	-15,8	-14,4	-14,7							
ALLEMAGNE												
1970	8,6	9,3	10,0	8,5	11,1	4,8	7,6	4,0	3,4	3,3	1,3	0
1971	3,3	3,9	1,9	3,9	-1,8	3,2	1,9	-0,6	3,3	3,2	1,9	-3,3
1972	2,5	-1,2	1,2	1,2	3,1	0,6	1,2	3,2	2,5	3,8	6,4	15,6
1973	8,6	12,7	6,6	8,5	5,6	10,5	3,8	8,7	11,3	5,5	5,5	6,3
1974	1,8	0,8	0,8	0	0,8	3,5	2,5	-2,1	-2,7	-4,4	-3,5	-8,9
1975	-8,5	-8,5	-4,0	-12,9	-5,5							
FRANCE												
1970	7,9	7,9	9,4	7,0	4,2	4,9	2,7	2,7	6,3	3,4	6,3	5,5
1971	2,0	3,3	6,0	1,9	2,6	6,0	7,4	7,4	8,6	8,6	8,6	7,2
1972	8,4	6,4	5,0	7,7	11,1	7,6	8,1	8,1	5,5	5,5	6,7	8,6
1973	9,0	10,9	10,1	7,2	10,6	9,8	9,5	9,5	9,0	8,7	7,6	1,6
1974	2,5	2,5	0	3,3	0,8	2,5	4,0	4,0	0,8	0	-3,2	-4,2
1975	-7,2	-7,2	-8,9	-9,6	-12,7							
ITALIE												
1970	4,1	7,1	4,1	2,7	3,4	0	2,7	0	10,0	14,5	17,7	11,7
1971	0	-1,3	-2,6	-4,6	-2,6	-2,7	-5,9	-6,2	-2,0	-0,6	-1,9	-0,6
1972	1,3	0,6	0,6	2,8	3,4	4,1	2,1	5,2	-2,0	5,3	4,0	1,9
1973	3,9	5,0	6,1	15,4	14,0	18,0	23,7	20,0	18,3	12,4	12,5	11,4
1974	20,0	16,1	17,8	12,5	8,9	7,2	2,6	-4,2	4,3	-2,8	-7,3	-11,1
1975	-12,5	-7,3	-14,3	-9,8	-18,7							

Source: O.C.D.E. *Principaux indicateurs économiques*, et statistiques nationales publiées dans la presse. Chiffres calculés d'après les indices mensuels de la production industrielle, corrigés des variations saisonnières.

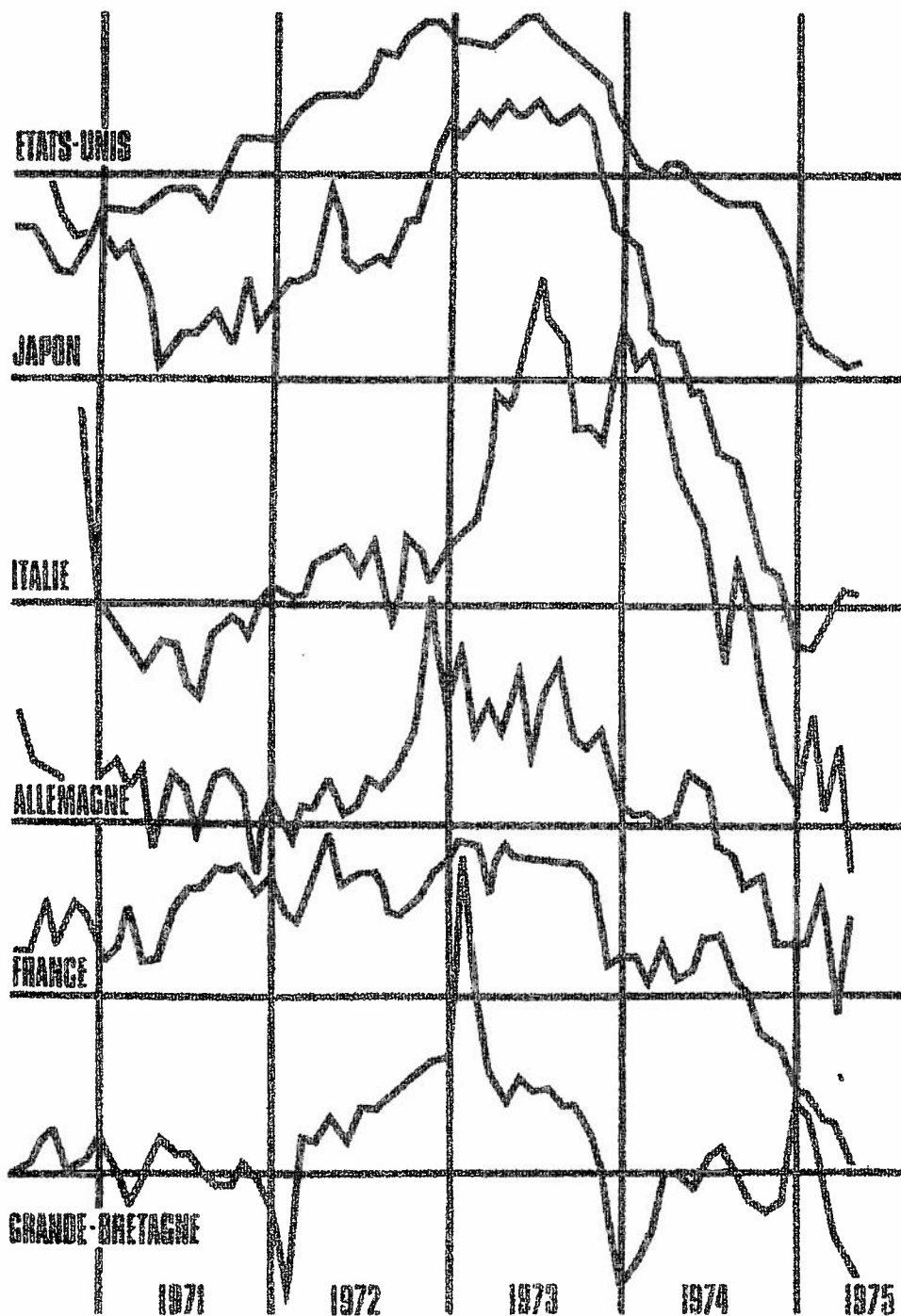
Traduits en graphiques ces chiffres montrent la reprise qui a succédé à la récession de 1970-1971 puis le boom 1972-1973 enfin la chute générale de la production industrielle dans la seconde moitié de 1974 et en 1975. (Tableau 10)

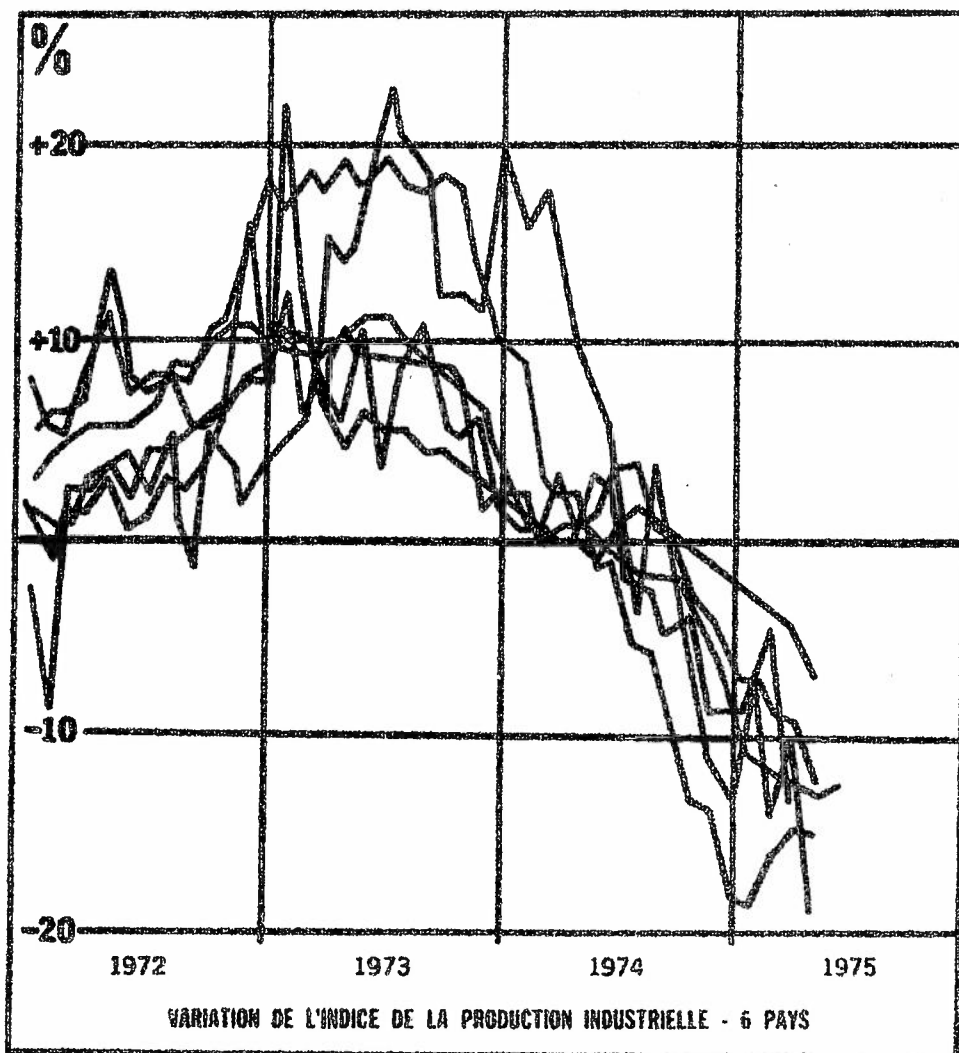
Puis en évitant volontairement d'individualiser les pays, les six courbes regroupées montrent mieux que de longs commentaires à quel point la crise est internationale et simultanée (MM les théoriciens de la "spécificité" et des "voies nationales" sont priés de chausser leurs lunettes) Les principaux pays capitalistes sont à la fois concurrents et solidaires par l'intermédiaire du marché mondial puisqu'ils échangent entre eux la plus grande partie des marchandises qu'ils produisent, et ils s'entraînent mutuellement dans la crise de même qu'ils se sont entraînés mutuellement dans la phase d'expansion qui a

précédé. (voir graphique à la page 13)

Les nations qui dominent les marché mondial entraînent également dans la crise les pays capitalistes plus petits, comme le montre la chute généralisée des indices de production de ces derniers : entre mars 1974 et mars 1975!

Canada.....	- 7,1 %
Australie.....	- 8,2
Autriche.....	- 7,5
Belgique.....	- 9,9
Hollande.....	- 9,1
Espagne.....	- 7,9





Les données statistiques du Tableau 10 montrent aussi la profondeur de la crise et sa durée qui n'ont pas d'équivalents depuis la fin du second conflit impérialiste.

Mouvement des prix

Le mouvement alternatif d'expansion et de crise de la production capitaliste se répercute sur les prix en tendant à leur imprimer également un mouvement alternatif de hausse et de baisse.

"Les crises sont généralement précédées d'une inflation générale des prix de tous les articles de la production capitaliste. Tous participent donc à l'effondrement qui s'ensuit, et provoquent, à leur prix précédent, un encombrement du marché. Le marché peut absorber à des prix en baisse, à des prix qui sont tombés au-dessous de leur coût de production, un volume plus important de marchandises qu'il n'en pouvait absorber à leurs prix précédents. L'excès de marchandises est toujours relatif; en d'autres mots, c'est un excès à certains prix. Les prix auxquels les marchandises sont alors absorbées sont ruineux pour le producteur ou pour le marchand". (Marx, Théories de la plus-value)

Le fait que le marché soit en mesure d'absorber à des prix en baisse des marchandises qu'il ne pouvait absorber lorsque leurs prix étaient plus élevés montre que nous n'avons pas à faire à des crises de

surproduction en soi, mais à des crises de surproduction de capital par rapport à la valorisation permise par les rapports capitalistes et marchands. D'autre part le prix de chaque marchandise est déterminé en dernière analyse par la valeur de cette marchandise, qui a historiquement tendance à baisser avec l'accroissement de la productivité du travail. De plus, à mesure du développement du capitalisme, qui implique la concentration et la centralisation du capital (monopoles, cartels) une tendance endémique à la hausse des prix apparaît historiquement comme résultat de la généralisation des pratiques monopolistes. Le résultat de la combinaison de ces facteurs est une inflation galopante en période de boom productif (1973-1974) et une résistance à la baisse des prix en période de crise et de récession. Ceci n'empêche pas que les prix peuvent s'effondrer dans certains secteurs peu monopolistes et peu cartellisés d'autre part, la concurrence étant dans la nature même du capital, aucun cartel n'est garanti de tenir dans une crise très profonde.

La crise ne se manifeste pas d'emblée par l'effondrement des prix, mais d'abord par la chute de certains (ceux où la concurrence joue "librement") et le ralentissement voir l'arrêt de la hausse des autres. On peut constater cela à l'aide de deux séries de statistiques de prix qui suivent assez rapidement les variations de la production : les prix des matières premières et les prix de gros.

TABEAU 11 - INDICE DU COURS MONDIAL DES METAUX

Mois	Indice	Variation en un an
1974 - Mai	245,8	+ 102 %
Juillet	158,7	+ 14 %
Septembre	139,3	- 4 %
Novembre	131,9	- 19 %
1975 - Janvier	117,8	- 26 %
Mars	126,0	- 36 %
Mai	116,5	- 52 %
Juillet	111,5	- 40 %

Source: Indice de *The Economist* (base 100: 1970) en dollars, première semaine de chaque mois.

En mai 1974 il atteignait son niveau record historique de tous les temps. Les prix des métaux de référence avaient augmenté de 102,5 % en un an : voilà pour le boom. En mai 1975 l'indice a diminué de 52 %, les prix ont diminué de moitié ils ont à peu près rejoint leur niveau de mai 1973 : voilà pour la crise!

Concernant les prix de gros, on constate pour tous les pays sauf la G.B. un ralentissement de la hausse et une stabilisation à peu près à partir de novembre 1974. D'autre part pour les mêmes pays le rythme annuel de hausse marque une nette décélération. (voir Tableau 12, page 15)

TABLEAU 12 - INDICES DES PRIX DE GROS
(Base 1970 : 100)

	Sept. 74	Nov. 74	Janv. 75	Mars 75	Avr. 75	Mai 75
ETATS-UNIS	151	156	156	154	156	157
Variation en un an (%)	18,9	23,8	17,3	12,4	13,0	12,1
GRANDE-BRETAGNE	159	165	172	179	182	187
Variation en un an (%)	24,6	27,9	28,3	26,0	24,6	25,5
JAPON	156	157	157	156	156	156
Variation en un an (%)	31,3	24,6	10,5	5,4	4,0	4,0
ALLEMAGNE	137	139	143	143	144	144
Variation en un an (%)	16,1	15,8	13,5	8,3	8,2	5,8
FRANCE	161	159	155	152	151	147
Variation en un an (%)	28,8	19,5	7,6	-2,5	-7,4	-9,2
ITALIE	187	190	190	191	191	191
Variation en un an (%)	43,8	39,7	25,8	13,0	10,4	9,7

Source : O.C.D.E., Principaux indicateurs économiques.

La crise actuelle se manifeste également par une contraction des échanges sur le marché mondial, qui suivent toujours le cycle de la production.

Croissance des exportations mondiales en volume

1968.....	+ 13	%
1969.....	+ 10	
1970.....	+ 9	
1971.....	+ 6,1	
1972.....	+ 8,5	
1973.....	+ 14,5	
1974.....	+ 5	

Cette contraction signifie inéluctablement une aggravation de la concurrence, une recrudescence de la guerre commerciale, du protectionnisme et des manoeuvres monétaires etc.

PAUPERISATION DE LA CLASSE OUVRIERE

Avec la baisse de la production, le capital se débarrasse brutalement de la force de travail devenue exédentaire, il en profite également pour "restructurer" de manière à augmenter la productivité et l'intensité du travail des non-licenciés, afin de réduire encore davantage ses dépenses de capital variable et d'augmenter son taux de plus-value.

Selon les statistiques officielles la montée du chômage a pris des proportions importantes entre mai 1974 et mai 1975 : + 82 % aux USA, + 50 % en G.B., + 122 % en Allemagne, + 89 % en France, + 44 % au Japon.

TABLEAU 13 . STATISTIQUES OFFICIELLES DU CHOMAGE

	Sept. 74	Janv. 75	Mars 75	Avr. 75	Mai 75	Juin 75
ETATS-UNIS	5.303.000	7.529.000	7.980.000	8.176.000	8.538.000	7.896.000
Variation en un an (%)	+ 25	+ 59	+ 73	+ 80	+ 82	+ 65
GRANDE-BRETAGNE	613.000	763.000	769.000	823.000	834.000	862.000
Variation en un an (%)	+ 13	+ 22	+ 29	+ 36	+ 50	+ 60
JAPON	690.000	990.000	1.120.000	980.000	910.000	
Variation en un an (%)	+ 9	+ 35	+ 24	+ 42	+ 44	
ALLEMAGNE	557.000	1.154.000	1.114.000	1.087.000	1.017.000	1.002.000
Variation en un an (%)	+154	+ 86	+ 98	+ 92	+122	+ 122
FRANCE	535.000	766.000	755.000	757.000	737.000	738.000
Variation en un an (%)	+ 27	+ 60	+ 72	+ 82	+ 89	+ 94

Source: O.C.D.E., Principaux indicateurs économiques, et sources nationales officielles. Chiffres non corrigés des variations saisonnières, sauf pour les Etats-Unis.

Si la variation des chiffres bourgeois officiels donnent une indication qu'on peut supposer représentative (en partant de l'hypothèse que l'incidence des falsifications est toujours la même) les chiffres absolus de chômeurs ne donnent qu'une faible image de la réalité. Ils ne tiennent pas compte du renvoi des immigrés, ni des travailleurs qui ne s'inscrivent pas parce qu'ils savent bien que cela ne change rien, ni du chômage latent, ni du chômage partiel qui va des réductions d'horaires aux vacances forcées etc.!

Compte tenu de cela une estimation sommaire du nombre minimum de chômeurs pour les six principaux pays occidentaux aboutit donc aux résultats suivants : (juin 1975)

USA.....	12'000'000
Japon.....	2'700'000
France.....	1'200'000
G.B.....	1'100'000
Allemagne.....	1'500'000
Italie.....	1'500'000

Il faut y ajouter 1'300'000 chômeurs, au bas mot, pour le reste des pays développés de l'Europe occidentale et 1'400'000 pour le Canada et l'Australie. On arrive à un minimum de 22-23'000'000 de chômeurs vers la fin du premier trimestre 1975.

Aggravation des conditions de vie de la classe ouvrière

La plupart des Etats bourgeois ont entrepris depuis quelques années sous couleur de la "lutte contre l'inflation" de faire baisser les salaires réels afin d'accroître les taux de plus-value et de rétablir les taux de profits. La crise accentue cette tendance puisque les capitalistes sont aidés dans cette besogne par la pression exercée sur les salaires par le gonflement de l'armée de réserve.

Aux USA : le revenu d'un travailleur avec trois personnes à charge a baissé d'octobre 1972 à avril 1975 de 10,3 %!

En France : entre octobre 1974 et avril 1975 le salaire réel a baissé de 5 à 6 %.

Au Japon : la baisse peut être évaluée à 6 %

En G.B. : le salaire a baissé depuis août 1974. Un blocage hebdomadaire a été fixé à un maximum de six livres, les prix à la consommation eux, s'élèvent à 25 %.

Avec les seules données disponibles au début de la crise on voit donc que la fameuse "prospérité" bourgeoise n'a mené qu'à l'accroissement du chômage, à la dégradation des conditions d'existence. Ces tendances vont encore s'approfondir en 1976.

COURS CATASTROPHIQUE DU CAPITALISME MONDIAL

Quel est l'avenir à court terme du capitalisme ? L'unique certitude marxiste que nous puissions avoir est que les barrières opposées par les Etats capitalistes, au risque de krach monétaire et financier généralisé, ne résisteront pas indéfiniment à la pression croissante des contradictions de l'ensemble du système capitaliste. Si la crise présente provoque leur effondrement, le monde capitaliste subira sans nul doute une longue et profonde dépression, pire et plus vaste que celle de 1929. Mais même si elles résistent, la reprise économique qui devrait succéder à la crise se fera dans des conditions telles que les bourgeois les plus conscients, loin de se réjouir, en craignent par avance les conséquences.

Examinons cette hypothèse :

le cycle mondial que nous avons observé de 1971 à 1975 a une période moyenne de 4 à 5 ans. Cette durée correspond à un début de reprise économique en 1976. Cette prévision est faite par la plupart des experts bourgeois, et elle est corroborée par certains indices comme la reprise des cours sur la plupart des places boursières et le mouvement de liquidation des stocks constaté par exemple aux USA. Dans cette hypothèse, la reprise, lente au début devrait s'accélérer vers 1977 par le jeu de la simultanéité du cycle économique et de l'entraînement mutuel des économies : cette reprise devrait être d'autant plus forte que la baisse a été profonde, et faire place vers 1978 à un nouveau boom productif. Les bourgeois chantent-ils victoire pour autant ? loin de là, voici ce qu'écrit le journal anglais *The Economist* (12.4.1975) :

"Ce boom de 1977 (prévision de *The Economist*-Ndr) pourrait reproduire tous les pires traits du précédent : explosion des prix des matières premières et retour de l'inflation salariale (...) Le boom de 1977 donnera très probablement naissance à son tour à une nouvelle récession. L'économie internationale semble devenir dangereusement instable. Si on veut stopper le cycle, il est temps que les gouvernements se réunissent pour voir ce qui peut être fait pour produire un boom contrôlé. Cela ne servira à rien d'attendre que le mal soit fait pour essayer à la hâte de coller les morceaux".

Lorsque la crise est là, tout va mal... mais quand la "prospérité" bourgeoise reviendra, tout ira mal aussi!! En effet, le capitalisme ne peut sortir d'une crise qu'en préparant d'autres crises encore plus gigantesques.

S'il y a reprise économique, elle ne pourra qu'amplifier les pires traits du boom de 1973 : reprise de l'inflation galopante, nouvelle hausse de prix des matières premières, frénésie spéculative dans tous les secteurs. Etc! Cela mènera probablement vers 1979-1980 à une nouvelle crise d'autant plus profonde et brutale que la reprise aura été simultanée, et que la pression des contradictions capitalistes aura encore augmenté.

C'est pourquoi même dans l'hypothèse d'une reprise économique, les experts bourgeois prévoient partout une prolongation ou un accroissement du chômage.

Le capital ne connaissant ni frontières, ni "spécificités nationales" les maux qu'il engendre et les "solutions" mises en oeuvre par les diverses bourgeoisies sont partout les mêmes. Au bout de trente années de "prospérité" bourgeoise qui devaient soi-disant lui apporter le bien être voilà donc la brillante alternative offerte à la classe ouvrière :

d'un côté, si la crise se prolonge, généralisation du chômage et de la misère parce que la production capitaliste est paralysée faute de marchés, de l'autre : si la reprise économique succède à la crise, généralisation du chômage parce que pour accéder aux marchés les capitalistes concurrents devront abaisser leurs coûts en se débarrassant d'une partie de leur force de travail.

Dans un cas comme dans l'autre, la classe ouvrière n'a comme avenir immédiat que l'aggravation de l'exploitation, la détérioration de ses conditions d'existence, la volatilisation des avantages que le capital se vantait de lui garantir, la pression accrue d'un mode de production qui ne peut fuir ses contradictions qu'en les aggravant et en pesant d'un poids toujours plus lourd sur les épaules des exploités.

Mais en accumulant ainsi la dynamite sociale, le capitalisme mine ses propres fondations. Il ne fait que rapprocher l'heure des explosions qui demain recommenceront inéluctablement à ébranler l'ignoble ordre établi de la société bourgeoise, et marqueront de nouveau les premiers pas du prolétariat sur la longue voie de son émancipation révolutionnaire.

LA CRISE EN SUISSE

Il est intéressant de répertorier les "mises au point" de la bourgeoisie suisse face à la crise qu'elle essaye de juguler en procédant de manière semblable à ses bourgeoisies-soeurs des autres pays impérialistes : attaque directe des salaires réels, augmentation de la fiscalité indirecte, augmentation des cotisations de la sécurité sociale, etc ...

En décembre 75, au Conseil National, en défendant son budget, le Ministre des Finances s'est écrié : "Soyons conscients des limites de la relance intérieure."

En janvier, le Conseil Fédéral "met sur orbite son 3ème plan de relance, 408 millions de francs pour 1976."

En février, le même ministre des Finances explique à plus de 700 officiers réunis sur le thème "de la volonté d'existence" que "la reprise viendra du dehors".

Le Département de l'Economie Publique : "stabilisation de l'économie en 1976, mais le recul de l'emploi n'est pas fini".

Brugger, Ministre de l'Economie Publique, dans le cadre de la journée des villes suisses : "L'Etat doit soutenir l'économie, sans freiner les indispensables adaptations structurelles."

Le Vorort : "La situation n'est pas désespérée, le monde offre encore à l'industrie horlogère de larges débouchés : les pauvres d'aujourd'hui seront peut-être les clients de demain (...) même s'il nous faut courber pendant un temps l'échine sous l'orage, il faut espérer en l'avenir."

"La relance de l'économie aura un caractère sectoriel très marqué vu que quelques branches d'importance majeure se verront encore confrontées à des problèmes de structure (...) Contrairement à la consommation, les investissements continueront de reculer en 1976, les stocks de produits finis dépasseront la normale. Il faudra donc s'attendre à un ralentissement de l'entrée des ordres et à une réduction de la réserve de travail (...) Le résultat de cette évolution contradictoire pourrait être une légère diminution des places inoccupées pour autant que les personnes en quête d'emploi fassent preuve d'une mobilité professionnelle nettement plus marquée (...) Vu la marche défavorable des affaires et la dégradation de la capacité de gain, le relèvement moyen des salaires devrait se situer vers 4% contre 6,5% en 1975." (Perspectives 76 de l'UBS dans l'Economie Suisse 1975)

Communiqué du Département de l'Economie Publique : "Conjoncture en Suisse, pas de revirement des tendances au cours des prochains mois".

Misère de la "science" bourgeoise : toutes les déclarations des spécialistes se réduisent à essayer de prévoir l'avenir économique 6 mois à l'avance ! Et ils n'y réussissent le plus souvent pas ... Quel aveu d'impuissance de la bourgeoisie devant son propre mode de production !

Si la Suisse a pu profiter après la 2ème guerre impérialiste de participer activement à la reconstruction après les destructions de biens et donc de capital, il ne faut pas oublier qu'elle l'a fait avec un appareil de production archaïque mais intact, compensé par l'afflux massif de l'immigration, main d'oeuvre à bon marché. Seulement, dans tous les pays capitalistes occidentaux l'alternance d'expansion et de contraction à recommencé à se manifester, comme nous l'avons montré dans le tableau I. Les cycles n'étaient pas en phase dans les divers pays, ainsi l'expansion chez les uns pouvait correspondre à une récession chez les autres, ce qui permettait en quelque sorte à chaque économie nationale de "limiter les dégâts" par le jeu des exportations. Ainsi la Suisse pouvait se vanter de "garantir" à la classe ouvrière un niveau de vie exceptionnel.

Mais avec la fin des années 60, la reconstruction achevée, les principales barrières douanières et monétaires abolies, les impérialismes allemand et japonais reconstitués sur le plan économique et débouchant en force sur le marché mondial, l'ère des illusions bourgeois engendrée par une phase sans précédent de bonnes affaires faisait de nouveau place à l'ère des affrontements et des crises !

Ainsi par l'intermédiaire des échanges commerciaux sur le marché mondial, le cycle économique s'étant désormais unifié, le boom simultané a inéluctablement mené à une crise plus profonde en 1975.

Après une longue période d'expansion, l'économie suisse a subi une baisse de 19% du volume de ses exportations entre le boom de la fin 1973 et la fin 1975

TABLEAU 1 - EXPORTATIONS DE MARCHANDISES

	1971	1972	1973	1974	1975
SUISSE. (mds fr) . . .	24	26	30	35	33
croissance en vol. (%)	3,0	5,8	11	4,5	-8,2

Quant au déficit de la balance commerciale, s'il s'est réduit en 75 cela est du surtout au recul des importations. (Tableau 2)

Quant à la production industrielle, la baisse a ralenti au 3ème trimestre 1975. Cependant le volume produit est encore inférieur de 14% au niveau comparable de 1974 et la quantité de marchandises produites correspondait au niveau du 1er trimestre 1970. (Tableau 3)

Le renchérissement calculé selon l'indice suisse du prix à la consommation avait atteint en 1973 un record de 12 %. En novembre 1975, il s'établissait à 4 %. Quant à la hausse du salaire elle a fortement ralenti en 1975 au 3ème trimestre elle était de 6,4 % (salaires mensuels moyens contre 16,7 % l'année précédente!)

TABLEAU 2 - BALANCE COMMERCIALE

	1971	1972	1973	1974	1975
SUISSE... (mds fr)...	-6	-6,2	-6,6	-7,5	-0,9

TABLEAU 3 :
TAUX DE CROISSANCE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

	1974		1975	
	Trim. 2	Trim. 3	Trim. 2	Trim. 3
SUISSE.....	5,5	1,8	-17	-14

Le Tableau 4 sur les exportations de la Suisse précise si besoin était l'interpénétration des économies nationales. De plus il montre que la Suisse réalise plus du 50 % de son commerce avec les pays capitalistes occidentaux développés.

Pour nous, marxistes, les crises périodiques ne sont pas des accidents dans la vie du capital, elles lui sont inhérentes et nécessaires, comme la respiration à la vie de l'homme. Elles font de l'incertitude et de l'instabilité la situation normale de la classe ouvrière.

L'interdépendance des économies capitalistes, qui se traduisent dans les faits décrits tout au long de nos divers exemples, tourne en dérision la morale du réformisme opportuniste qui reproche à la classe dominante de n'avoir pas su surmonter les entraves, d'être coupable d'une mauvaise gestion de la machine capitaliste. L'analyse marxiste de la crise lui inflige une formidable gifle, lui qui veut faire croire que le capital et son Etat peuvent "garantir" quelque chose à la classe ouvrière, ou que l'intérêt de cette dernière est de défendre "l'économie nationale" ou "l'entreprise" alors que les économies nationales et les entreprises se défendent précisément à coup de licenciements et de bas salaires.

TABLEAU 4 - MATRICE DES EXPORTATIONS

Allant vers :	% des exportations Suisses		
	1973	1974	1975
USA	8,1	7,0	6,4
G.B.	7,6	7,1	6,1
Japon	3,9	3,5	2,8
Allemagne	14,2	13,7	14,8
France	8,8	8,7	8,9
Italie	8,3	7,9	6,9
Benelux	4,7	4,8	5,0
pays occidentaux	55,6	52,7	50,9
pays de l'Est	2,1	2,5	2,6
pays de L'OPEP	3,8	4,5	6,5

Le chômage en Suisse

Si le taux de chômage n'est que de 1,1 % de la population active, il reflète de façon fautive la très forte baisse de l'emploi global. Il faut évaluer entre 200 et 250'000 le nombre de postes de travail supprimés soit 8 % de l'ensemble de l'économie.

L'ascension du chômage a été d'autant plus brutale qu'elle est partie du point zéro. En juillet 1970, on dénombrait 26 chômeurs! Une année plus tard le chiffre ne variait pas : 53 chômeurs. En juillet 1972, on en était encore à 63! Juillet 73 et 1974 reflète encore la situation "prospère" du capitalisme avec respectivement 51 et 69 chômeurs. La folle ascension du chômage trouve son point de départ en décembre 1974 avec 1030 chômeurs complets. Deux ans plus tard, en janvier 1976 il y a 31'579 chômeurs recensés!

L'examen des classes d'âges des chômeurs indique les catégories d'ouvriers les plus touchés. A fin octobre 1975, 6,9 % des chômeurs avait moins de 20 ans, 38,8 % entre 20 et 30 ans; ce qui signifie que les moins de 30 ans représentent le 45,7 % - presque la moitié - des ouvriers sans emploi. Les autres chiffres sont : 19,3 % entre 30 et 40 ans, 15,9 % entre 40 et 50 ans et 19,1 % entre 50 et 60 ans. Ce dernier chiffre a du mal à cacher la réalité : les vieux travailleurs sont les premiers touchés par les licenciements, mais la mise

à la retraite anticipée ne les fait pas apparaître dans les statistiques!

Le chômage n'est pas près de disparaître et la relance de l'économie ne signifie pas à court terme une absorption des chômeurs. Ceci nous l'avons clairement expliqué en raison de la "restructuration" de l'appareil de production pour en augmenter la productivité. En somme ce n'est qu'à partir du moment où la production s'élargit sur la base des nouvelles techniques introduites pendant la phase de reprise qu'il devient possible pour le capital d'absorber une partie de l'armée de réserve. Mais à ce moment là, le capitalisme se trouve à la veille d'une nouvelle crise de surproduction!

Selon l'étude du CREA (Centre de Recherches Economiques Appliquées) l'augmentation des chômeurs se fera simultanément à l'intensification de l'exploitation des ouvriers actifs : en effet, alors qu'en 1976 le nombre des postes de travail diminuera de 1,8 %, la restructuration du capitalisme amènera une augmentation de la productivité de 3,6 %!

Les travailleurs immigrés, les premiers touchés par les licenciements

Non seulement la bourgeoisie peut en période de crise utiliser ce volet de main d'oeuvre pour diminuer considérablement le coût social de la crise (au détriment d'ailleurs des pays exportateurs de force de travail, ce qui ne va pas sans créer des conflits), mais encore elle en diminue le risque social.

Dans le rapport "L'Economie suisse 1975" de l'UBS on peut lire que :
 "Le fait que la Suisse ait un très faible taux de chômage s'explique par la forte diminution de la population étrangère active et aussi parce que maints chefs d'entreprises ont préféré le chômage partiel aux licenciements. A fin avril, on dénombrait en Suisse 757'000 ouvriers étrangers, y compris les frontaliers, soit 100'000 de moins qu'en août 1974. La régression la plus forte concerne les saisonniers (8'600 départs depuis août 1974) principalement occupés dans la construction."

A fin décembre 1975, le nombre des travailleurs immigrés, y compris leur famille, (permis à l'année et d'établissement) avait diminué de 51'816 par rapport à 1974. Dans ce même intervalle d'un an, le nombre des frontaliers a diminué de 17'737.

CONTRE LE CHOMAGE : LUTTE DE CLASSE

Les chiffres cités démontrent combien les cycles du développement capitaliste plongent le prolétariat dans l'insécurité permanente. La bataille de la classe ouvrière contre le chômage ne doit pas se construire sur la base de l'illusion réformiste petite-bourgeoise de la relance de l'économie, mais sur la base des principes élémentaires de la lutte de classe. Comme nous l'écrivions dans notre brochure "Pour des méthodes et des revendications de classe" :

Le résultat (de la perspective de la relance prônée par l'opportunisme) est de paralyser la résistance des ouvriers, en les conviant à attendre une amélioration de leur sort nom de la lutte directe, mais d'organes d'arbitrage secrétés à tous les niveaux par la société bourgeoise à des fins de conservations sociales; en émiettant la lutte en une poussière de conflits et de revendications corporatistes, disparates et partielles, au lieu d'encourager la solidarité par dessus les limites de catégories, d'usine et de nationalité"

La défense contre les conséquences de la crise capitaliste ne peut se développer que sur la base de l'union des travailleurs actifs ou chômeurs, suisses ou immigrés, femmes ou hommes, jeunes ou vieux, dans une lutte où la classe ouvrière rejette les méthodes capitulaires prônées par l'opportunisme.

""""""""

Dans la seconde partie de cet article sur la Suisse nous analyserons brièvement les positions de l'opportunisme syndical et politique ainsi que celles de l'extrême-gauche quant à leurs analyses de la crise et les réponses qu'ils donnent.

L'opportunisme syndical et la crise

Dans leur dernière brochure la C.R.T et la FCOM tentent de cerner les raisons de la crise et d'apporter des éléments de réponse. On y lit :

"Au cours de son 18ème Congrès en 1973, la C.M.T. (Confédération Mondiale du Travail) a défini les caractéristiques de la société à construire :-planification démocratique - socialisation des moyens de production et d'échanges - la marche vers l'autogestion ..."

Les syndicats chrétiens qui adhèrent à la CMT vise une économie au service de l'homme dans le but du bien être et non du profit ce qui leurs permet de réfuter les mesures de relance proposées par Berne.

" La relance que nous voulons doit s'inscrire dans une perspective correspondant à une certaine qualité de la vie et du travail tout en répondant aux exigences d'une authentique solidarité "

" réduire la part du profit dans les revenus et réduire les inégalités et la hiérarchie des revenus réels "

" Planifier démocratiquement le développement de production de biens et services socialement utiles et soutenir les initiatives décentralisées et régionales de développement économique "

" Soumettre les investissements à une décision publique démocratique ce qui suppose un pouvoir politique décidé à réaliser la socialisation de l'économie "

Ces premiers points du programme sont infectés de la croyance au miracle de la démocratie, à la vision d'un Etat juste et au-dessus des classes, deux croyances tout autant éloignées du socialisme. Car l'organisation économique correspondant aux intérêts des masses ouvrières

n'est possible que si l'Etat est "gouverné" par la classe ouvrière qui peut dès lors abolir le capitalisme et se charger de la nouvelle organisation socialiste.. Jamais le système économique capitaliste ne permettra de vivre des conditions humaines et supportables.

Les premiers points de ce programme estompent la profondeur des contradictions de l'impérialisme et le caractère inévitable de la crise révolutionnaire qu'il engendre. Voici les propositions de moyens pour la relance préconisés par la CRT-FCOM :

" lutte contre la fraude fiscale...Politique financière susceptible de freiner la hausse du franc suisse pour le maintien de notre compétitivité sur les marchés étrangers... Suppression du secret bancaire... etc.

Et pour la relance extérieure il est proposé entre autre :

"tendre à donner aux nations pauvres des moyens supplémentaires pour leur développement..."

A nouveau on berce d'illusions les travailleurs en faisant passer au premier plan des particularités (fiscalité), bon moyen de détourner l'attention de l'essentiel. Par ailleurs, ce voeu pieu qui consiste à croire que les impérialismes puissants pourraient améliorer le sort des pays en voie de développement c'est vraiment faire fi de l'essence même de l'impérialisme. Ce dernier se caractérise justement par une tendance à annexer et deuxièmement, son essence, c'est la rivalité de plusieurs grandes puissances tendant à l'hégémonie, soit à la conquête de "territoires". En fin de compte cette proposition signifie que le partage du monde par les grands Etats capitalistes est compatible avec une politique non-impérialiste!

Ces quelques propos des syndicats chrétiens montre bien que la préoccupation de la relance de la lutte des classes n'est pas leur affaire, pas plus d'ailleurs que celle des syndicats rattachés à l'USS.

Le PST défend un « idéal réactionnaire »

Nous avons déjà dans notre critique de l'initiative du PST contre la "vie chère" (voir supplément No4) opposé à cette propagande dangereuse le fait que, la lutte contre la politique des trusts et des banques doit toucher aux bases mêmes de leur économie sinon elle se réduit à un voeu pieu, à un réformisme et un pacifisme bourgeois inoffensifs. Mais qu'attendre d'autre de cet opportunisme qui a complètement fusionné sous la forme du social-chauvinisme avec la politique bourgeoise ?

Dans un document du PST de juin 1975, destiné à une journée d'étude sur la situation économique et sociale nous trouvons ce qui suit :

" On constate maintenant la croissance d'un C.M.E. (capitalisme monopoliste d'Etat) particulier, L'Etat agit sur la demande et le crédit en laissant aux banques le soin de déterminer concrètement quelle sera la structure productive..."

Plus loin dans ce document, on constate que le PST découvre l'horreur des mesures prises en Suisse, aux résultats qui en découlent!

- " - les entreprises dépendent complètement des banques
- leurs réserves s'épuisent, elles doivent licencier
- les grandes entreprises reprennent la sous-traitance ou la productivité s'est accrue à la suite de la discipline du travail..."

Et dès lors que propose le PST ?

" Quant à l'avenir, il nous faut apprendre à lutter en situation d'instabilité (...) Il s'agit de réagir contre :

- les attaques aux salaires et aux conditions de travail
- les restructurations
- les exportations d'entreprises
- les fusions sous la direction des banques suisses liées au système bancaire international et aux multinationales."

Ainsi nos soi-disant communistes reprennent les vieilles litanies de Kautsky et Cie qui à l'époque du capital financier défendait un "idéal réactionnaire" qui consistait à proner un retour du capitalisme monopoliste au capitalisme non monopoliste. Lénine dans "l'Impérialisme stade suprême du capitalisme" pose et répond à cette question :

"Est-il possible de modifier par des réformes les bases de l'impérialisme ? Faut-il aller de l'avant pour accentuer et approfondir les antagonismes qu'il engendre, ou en arrière pour les atténuer ? Telles sont les questions fondamentales de la critique de l'impérialisme, les particularités politiques de l'impérialisme étant la réaction sur toute la ligne, et le renforcement de l'oppression nationale conséquence du joug de l'oligarchie financière et de l'élimination de la libre concurrence, l'impérialisme voit dès le début du XXIème scle se dresser contre lui une opposition petite-bourgeoise démocratique à peu près dans tous les pays impérialistes. "

Lorsque Lénine caractérise les quatres espèces principales de monopoles il nous enseigne que :

"Le monopole est issu des banques... qui détiennent aujourd'hui le monopole du capital financier...Une oligarchie financière enveloppe d'un réseau serré toutes les institutions économiques et politiques sans exception de la société bourgeoise d'aujourd'hui : telle est la manifestation la plus éclatante de ce monopole "

Etait-il encore nécessaire de citer Lénine à ceux qui sont les pires agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier ?!!

La LMR pour l'unité d'action avec.... les pires opportunistes

Dans son Manifeste "La Crise, leur réponse, la nôtre" la LMR envisage l'unité d'action de la manière suivante :

" Cette unité doit être forgée entre autres, par l'unité d'action des diverses organisations du mouvement ouvrier sur des objectifs précis"

Pour nous, le Front Unique est une action commune de tous les groupes locaux, et régionaux de travailleurs de toutes les organisations syndicales du prolétariat qui doit par sa logique déboucher sur la lutte de toute la classe prolétarienne dans une direction communiste - le front unique ne peut en aucun cas signifier un mélange informe de méthodes politiques différentes, un effacement de la démarcation entre opportunistes et révolutionnaires.

Dans nos thèses caractéristiques de 1951 nous écrivions :

"...La Gauche de l'Internationale affirma qu'en Occident il fallait résolument écarter toute alliance et proposition d'alliance aux partis socialistes et petits-bourgeois..."

Plus loin dans son texte, la LMR affiche au grand jour son centrisme congénital (dans le chapitre Pour quel socialisme luttons-nous) :

"...La plus grande assurance réside dans la démocratie des conseils de travailleurs, dans l'exercice de tout le pouvoir par ces conseils dans la liberté pour tous les partis politiques défendant ce système de démocratie directe et supérieure de faire valoir leurs idées librement dans les conseils, dans le contrôle public sur la production et la distribution de la richesse...etc."

Qu'est-ce que le socialisme de la LMR ? la réduction des inégalités sociales, la fin de la puissance des monopoles par les moyens de la nationalisation et du parlement ouvrier baptisé "démocratie des conseils, démocratie du peuple travailleur"! La démocratie fait mieux qu'hier, elle n'ouvre plus les voies du socialisme, elle est le socialisme!!

"Les bolchévicks pas plus que Marx, n'ont jamais sacrifié a un prétendu "principe démocratique" qui n'existe que dans l'imagination des libéraux et des démocrates bourgeois, un principe devant lequel aurait dû s'arrêter le mouvement social, "un principe" toujours invoqué par les démocrates puis par les renégats du marxisme, pour refuser la dictature du prolétariat au nom des normes éternelles de la démocratie pure " (Le Prolétaire No 216)

La LMR ne comprend ni ne veut comprendre la profondeur de la contre-révolution et ses conséquences immédiates et profondes; désintégration et désorganisation complète du prolétariat "comme armée" ainsi que de son Etat-major. Grâce aux miettes que les capitaux exportés ont ramenées, la bourgeoisie a réussi à corrompre une large couche ouvrière et ainsi gangréner durablement son ennemi irréductible.

Ceci avec l'aide des partis sociaux-démocrates et staliniens qui, comme agents directs de la bourgeoisie dans les syndicats, les parlements et toutes les Institutions de collaboration de classe, ont appris aux prolétaires des réflexes nationalistes, petits-bourgeois pacifistes, xénophobes. Ces traîtres, ces renégats du marxisme ont réussi jusqu'à créer une rupture entre les générations, du point de vue historique, en annihilant complètement tout vestige de la tradition de classe du prolétariat.

Voilà avec qui la LMR est prête à collaborer sous prétexte d'unité d'action. Au lieu de combattre l'opportunisme dans les rangs ouvriers, condition unique d'une lutte "anti-capitaliste", la LMR cherche à le neutraliser en l'amenant par des actions frontistes à jouer "la carte de classe" ou à se dévoiler.

Misère du tacticisme chronique qui engendre les illusions les plus dangereuses et fini par déterminer le programme politique de l'Organisation tombée dans ce travers.

La « Conférence de Berne » : des imposteurs

Ce regroupement est fait de divers groupes politiques de tendance spontanéiste, dans le but de s'organiser nationalement. Nous empruntons quelques passages de leur brochure "Face à la Crise" véritable monument de débilité et d'infantilisme politique afin de stigmatiser les perspectives de ce courant.

Comme pour la LMR, nous ne nous attarderons pas à décortiquer l'ensemble du programme revendicatif proposé par cette Organisation. Nous jugeons plus important de mettre en évidence les véritables lignes de ce type d'opportunisme, au travers de quelques explications qu'il donne de sa façon de comprendre le marxisme d'un point de vue économique et politique.

Concernant la "garantie de l'emploi", voilà ce qui est dit à la page 52 :

"...Car ce que les travailleurs combattent en exigeant le maintien des postes de travail quand les patrons prétendent restructurer l'entreprise, c'est justement que les profits ne soient pas dirigés vers le renforcement du capital constant, mais vers le capital variable "

Ce bref extrait nous permet clairement d'affirmer que de telles sottises conduisent inéluctablement à faire de la lutte économique pour des réformés l'objectif final... au nom du Marxisme-Léninisme!!

Depuis que le marxisme existe nous savons qu'à mesure que la productivité capitaliste progresse, la masse de valeur qui doit être simplement reproduite et conservée s'accroît à mesure qu'augmente la productivité du travail, même si la force de travail employée reste inchangée.

"A mesure que la production capitaliste se développe le capital variable perd en importance relativement au capital constant et au capital total mis en mouvement. Cette diminution est l'expression du

développement progressif de la productivité sociale du travail et s'identifie avec une composition organique de plus en plus élevée du capital social moyen " (Marx L. III Châp.13)

Dans la partie intitulée "Organisation de classe" il est écrit que :

"...Les communistes doivent se donner les moyens de prendre et d'assumer leurs responsabilités en partant du niveau de conscience et d'organisation des travailleurs en lutte, pour en dégager les lignes directrices".

On y arrive enfin à cet aveu! Le but n'est rien, le mouvement est tout. Les "saintes masses" ne peuvent que posséder la vérité, il ne s'agit que d'être à leur écoute! Ces imposteurs qui se targuent d'être communistes se figurent que le mouvement ouvrier est par lui-même capable d'élaborer pour soi une idéologie indépendante.

La tâche des communistes est précisément de combattre la spontanéité, de détourner le mouvement ouvrier de cette tentative et de l'attirer sur le terrain de la lutte de classe radicale pour viser la destruction de l'ordre bourgeois.

"Le socialisme et la lutte de classe surgissent parallèlement et ne s'engendrent pas l'un l'autre; ils surgissent de prémisses différentes. La conscience socialiste d'aujourd'hui ne peut surgir que sur la base d'une profonde connaissance scientifique...Or, le porteur de la science n'est pas le prolétariat, mais les intellectuels bourgeois...Ainsi donc, la conscience socialiste est un élément importé du dehors dans la lutte de classe du prolétariat et non quelque chose qui en surgit spontanément...La tâche des communistes est d'introduire dans le prolétariat la conscience de sa situation et de sa mission. Point ne serait besoin de le faire si cette conscience émanait naturellement de la lutte de classe " (Kautsky, cité par Lénine dans Que Faire ?)

La seule "théorie" de ces groupes spontanéistes c'est l'engouement pour les formes les plus étroites de l'action pratique! Nous prétendons que même pour la défense des conditions de vie et de travail élémentaires de la classe ouvrière, il est impératif de briser cette véritable courroie de transmission des intérêts capitalistes au sein du prolétariat que représente l'opportunisme et à plus forte raison celui là même qui cherche par sa grandiloquence et sa phraséologie révolutionnaire à lui faire croire que le but final n'a pas besoin des conditions que le marxisme révolutionnaire a toujours affirmées.

" Plus l'influence des réformistes sur les ouvriers est forte et plus ces derniers sont impuissants et dépendent de la bourgeoisie, plus il est facile pour la bourgeoisie de réduire à néant les réformes par des subterfuges divers. Plus le mouvement ouvrier est autonome, profond, plus ses perspectives sont amples, moins il dépend de l'étroitesse du réformisme, et mieux les ouvriers parviennent à consolider et à utiliser des améliorations " (Lénine)

BILAN DE LA GREVE DE MATISA .

Par le caractère compact de son mouvement, par sa direction énergique et centralisée qui lui a été imprimée par le Comité de grève, par la pleine unité réalisée entre les ouvriers des différentes nationalités, la grève de Matisa a démontré que la classe ouvrière ne peut riposter aux attaques du Capital que par LA RUPTURE DE LA PAIX DU TRAVAIL et L'USAGE DE SES ARMES DE CLASSE. Soudés en un FRONT UNIQUE les ouvriers suisses et immigrés n'ont pas donné la possibilité aux patrons et à la presse bourgeoise d'accuser quelques "étrangers" ou "agitateurs" d'avoir fomenté cet "acte subversif" qu'est, pour la classe dominante, la grève. La grève des ouvriers de Matisa a démontré une fois de plus que la lutte de la classe ouvrière, même pour la défense immédiate de ses conditions de vie, ne peut se développer sans s'affronter à l'opportunisme et aux limites légales et pacifistes qu'il impose au travers de la "paix du travail" ou de la "relativisation de la paix du travail". Elle a montré aussi comment la bourgeoisie, représentée par l'ASM, entend réagir à toutes les velléités de combat des ouvriers sous les regards indignés de l'opportunisme.

Jeu-di 4 : les ouvriers décident la grève, la FTMH se range du côté des jaunes .

La vague de licenciements qui est à l'origine de la grève n'est pas la première à Matisa. Déjà, en août 75 la direction licenciait 55 travailleurs et ensuite elle réduisait l'horaire de travail de 20%. A ce moment là, la FTMH, qui avait encore toute la confiance des ouvriers, se dépêcha d'envoyer son bonze Ghelfi de Berne pour marchander dans le "calme" et la "dignité" ces licenciements. Résultats des négociations: nuls! Cette désastreuse expérience permit plus tard aux ouvriers de comprendre qu'ils ne devaient compter que sur leur propre force collective et leur action directe pour se battre avec succès contre leur patron.

Fin février, la deuxième vague de licenciements déferle sur les ouvriers: 43 travailleurs, dont 22 ouvriers et 21 employés, sont jetés à la rue! Le jeudi 4 mars dans la journée, la direction de Matisa, l'ASM d'une part et d'autre part la Commission d'Entreprise, la FTMH

e

et la FCOM se rencontrent. De ces discussions les ouvriers n'obtiendront rien, les patrons refusent la compensation au renchérissement, qui bien que conventionnelle n'est pas versée, et refusent de revenir sur les licenciements.

Dans la matinée du 4 mars, la direction réunit les ouvriers pour justifier les licenciements en expliquant les difficultés qu'elle connaît pour décrocher des commandes, etc... L'après-midi c'est au tour de Ghelfi de reprendre le discours du patron pour expliquer aux ouvriers qu'il n'y a pas grand chose à faire pour se défendre vu la situation de l'entreprise et que les négociations n'ont rien donné, sinon de renvoyer la prochaine séance en mi-avril.

Les ouvriers se réunissent en assemblée générale le jeudi soir et décident de passer à l'action directe de classe. Des quelques 200 travailleurs présents, seuls 2 rejettent la grève et 10 s'abstiennent, tandis que l'ensemble des ouvriers se rallient pour déclencher la grève le lundi matin à 7h. sur les revendications suivantes:

- NON AUX LICENCIEMENTS
- SECURITE DE L'EMPLOI
- REAJUSTEMENT AU COUT DE LA VIE
- MAINTIEN DU PONT DE FIN D'ANNEE
- PAIEMENT DES HEURES DE GREVE
- PAS DE REPRESSION CONTRE LES GREVISTES

Quant à la FTMH, présente à l'AG, elle se range du côté des patrons en refusant tout appui à la grève; acte de trahison qui lui coûtera cher! L'objectif de la FTMH n'est évidemment pas d'allumer un incendie qu'elle ne pourra pas éteindre, car elle sait que les ouvriers sont prêts à aller jusqu'au bout et qu'elle ne pourra exercer aucun contrôle sur eux (à Bulova la FTMH avait joué la carte de la relativisation de la paix du travail pour s'assurer la confiance des ouvriers et pouvoir prendre le contrôle du mouvement. Elle donna donc son appui "officiel" à cette grève afin de mieux l'étouffer). Le lundi matin à l'entrée de l'usine, elle distribuait un tract définissant clairement sa position: "La FTMH estime que le meilleur moyen de faire triompher les revendications justifiées des travailleurs c'est de rester dans le cadre de la politique conventionnelle. Toute autre forme de lutte ne peut que nuire à la réussite de l'action engagée".

En appuyant seule la grève la FCOM pouvait ainsi tirer son épingle du jeu. Minoritaire qu'elle était quelques jours avant la grève, elle devient majoritaire quelques jours après. L'attitude de la FCOM ne doit pas laisser d'illusions, car derrière son discours plus gauchisant il y a la signature de la paix du travail et la défense de la participation. D'ailleurs la FCOM avoue elle-même n'avoir pas "incité" les travailleurs à la grève: "La FCOM rejète l'accusation d'avoir été à l'origine de la grève. Mais une fois la décision prise par les travailleurs, elle met son organisation à leur disposition" (tract du 9-3-76).

A l'assemblée de jeudi les ouvriers élisent un Comité de grève chargé de diriger l'ensemble de la lutte. Toutes les décisions sont prises en assemblée générale. Dès samedi est mis sur pied un

Comité de soutien; ce Comité en principe ouvert à tous les travailleurs devient évidemment le rassemblement de toutes les organisations de la place. Mais dès sa formation il est placé sous la direction unique du Comité de grève. Il est clair que nous acceptons une telle discipline vis-à-vis du Comité de grève non pas pour des raisons formelles d'unité (l'unité n'est qu'un vain mot si elle ne se fonde pas sur un contenu de classe ni si elle exprime la cartellisation d'organisations politiques) mais parce que la lutte se place sur un terrain de classe. Mettre toutes les organisations sous la direction des grévistes c'est aussi et surtout placer l'opportunisme, et en premier chef la FTMH, dans l'impossibilité d'agir les mains totalement libres pour saboter la grève.

Bien sûr un tel acte d'autorité du Comité de grève ne fut pas du bon goût de tous les démocrates petits bourgeois et des libéraux de la révolution. C'est ainsi que la LMR se plaint dans la "Brèche" du manque de "liberté d'expression politique" en l'illustrant par l'exemple de la dénonciation que fit le comité de grève du fait que le CLP de Genève ait distribué un tract qui associait à la défense de la participation les récentes grèves en Suisse, dont celle de Matisa. Une telle critique d'un tract d'une organisation, qui par ailleurs sabote le Comité de soutien de Genève, est mille fois moins dangereuse "pour la prise de conscience de la classe ouvrière" ("Brèche") que la propagande puante du CLP en faveur de la participation!

Le lundi matin le Comité de soutien distribue un tract sur toutes les usines de la région pour annoncer le début de la grève. Des directives précises sont données à chaque ouvriers sur les tâches immédiates à accomplir. Des piquets de grève sont mis sur pied, un piquet de téléphone assure la liaison entre les deux usines, celle de Renens et celle de Crissier. Un appel aux chefs d'équipe, aux contre-maîtres et aux employés des bureaux est lancé pour qu'ils se solidarisent à la lutte.

Dès le premier jour, la grève prend un caractère de classe qui marque immédiatement un fossé avec les récentes grèves en Suisse, comme celle de Bulova, où les ouvriers n'ont pas pu se démarquer des directions syndicales et sont restés sous leur désastreuse domination. La lutte des ouvriers de Matisa renoue avec la tradition des luttes immédiates menées sans compromission avec les patrons, ni subordination des moyens de lutte et des revendications au respect de la paix sociale et du sens des "justes mesures".

Quant à l'ASM elle affiche la couleur: "Tant que les éléments de pression et de menaces existeront, l'ASM n'acceptera aucune discussion sur le fond du problème et se réserve de procéder à toutes les actions juridiques qui s'imposent". L'ASM représente les intérêts d'une des pièces maîtresses de l'industrie suisse: la métallurgie et la construction de machines. La grève de Matisa est pour elle une épreuve qu'elle ne veut pas perdre pour que cette lutte ne serve pas de référence à d'autres ouvriers dans d'autres entreprises. Schwarz, le directeur général de l'entreprise, dans une lettre distribuée lundi matin, déclare (après avoir accusé les ouvriers de se laisser mener par "5 ou 6 agitateurs" avec "des tactiques éprouvées pour troubler la situation déjà difficile de l'entreprise - comité de grève, information à la presse et à la télévision, menaces de sévices corporels et de détérioration de voitures") que les ouvriers doivent être "assurés de ma conviction que des solutions acceptables pour tous peuvent toujours être trouvées

par la voie normale des négociations en cours (on croirait entendre la FTMH!). Nous n'y resterons jamais fermés pour autant qu'elles ne se déroulent pas sous des pressions contraires à la Convention". Dès le lundi, il apparaît que la bataille engagée sera de grande envergure.

Jeudi 11 : les syndicats bradent la grève aux patrons .

Le jeudi 11 mars, après 4 jours de grève, marque un des obstacles les plus importants que devront franchir les ouvriers dans leur lutte. Le soir, après une manifestation qui réunit 1500 personnes, est organisé un meeting au cours duquel la FCOM prend la défense d'un accord de capitulation établi l'après-midi à l'Office de Conciliation et signé par la direction de Matisa, l'ASM ainsi que la FTMH, la FCOM et la CE. Cet accord engage les ouvriers à reprendre le travail au plus tard le mardi 16 mars à 8h., heure à laquelle est fixé le début des négociations, et cela sans avoir rien obtenu! Cet accord est présenté par la FCOM, qui dévoile son vrai visage, comme une victoire parce que les patrons y assureraient n'exercer aucune représaille contre les grévistes, accepteraient de reprendre les négociations et que la grève pourrait se poursuivre jusqu'à mardi!

C'est une manoeuvre traditionnelle des directions syndicales et des patrons que de faire croire aux ouvriers que l'acceptation des patrons d'entrer en négociations est une concession importante, une première "victoire" qui devrait amener en échange une autre concession du côté ouvrier; et la concession est de taille à Matisa: l'arrêt de la grève! DANS AUCUN CAS, L'ENTREE EN NEGOCIATIONS DOIT ETRE CONSIDEREE COMME UNE "VICTOIRE" OU COMME UN PAS EN AVANT, LES OUVRIERS NE SE METTENT PAS EN GREVE POUR OBTENIR LA PERMISSION DE DISCUTER AUTOUR D'UNE TABLE MAIS POUR FAIRE PLIER L'ECHINE DES PATRONS!

Le lendemain, toute la presse annonce la fin de la grève pour mardi, alors que les ouvriers qui avaient pris connaissance du contenu de l'accord au cours du meeting seulement, n'avaient encore rien décidé. L'acceptation ou le refus ne devait venir que le lundi suivant.

La "Voix Ouvrière" (PdT) ne faillit pas à sa tradition d'enterrer prématurément les grèves (la "VO" avait déjà annoncé la fin de la grève de Bagnoud à Genève alors que celle-ci durait toujours) en annonçant dans un article intitulé "Vers des négociations et la fin de la grève": "Les partenaires sociaux de l'entreprise Matisa, à Crissier-Renens, sont parvenus à un accord sous les auspices de l'Office cantonal de conciliation et d'arbitrage. Au terme de cet accord, les négociations reprendront mardi prochain et la grève des quelques trois cents ouvriers - en cours depuis quatre jours - prendra fin à la même date au plus tard".

Un tel acte de sabotage aurait pu avoir le pire des effets de démoralisation et de désorganisation non seulement dans l'entreprise mais aussi dans les autres usines. Le Comité de grève est obligé de démentir dans un tract les informations de la presse et rappelle que seule l'AG peut décider de l'arrêt ou de la poursuite de la grève.

Tous les grévistes sont unanimes à ne pas se laisser duper par un accord qui demande la reprise du travail en échange de la seule

promesse de ne pas exercer de répression sur eux.

Mercredi 17 : la FTMH donne son « soutien ».

Le lundi matin 15 mars, les ouvriers décident de poursuivre la grève à l'unanimité moins 7 oppositions et 3 abstentions. L'unité des ouvriers n'a donc pas été entamée par ces tentatives de ramener le calme dans l'entreprise.

Il faut souligner tout particulièrement l'acte de solidarité de classe qui a été celui des ouvriers de Matisa en acceptant d'intégrer à leur lutte 5 ouvriers de Steimer licenciés pour leur appartenance à la commission ouvrière de l'usine. Dans une lettre à l'Office du Travail leur patron demandait que "les mesures qui s'imposent" soient prises étant donné que les 5 licenciements avaient pour motif les activités syndicales de ces ouvriers, troublant la bonne marche de l'entreprise (Au début de l'année, les ouvriers de Steimer s'étaient mis en grève pour réclamer les deux à trois mois de salaires arriérés que leur devait leur patron et ils avaient immédiatement obtenu satisfaction). En conséquence des "mesures", les 5 ouvriers ne touchent pas d'allocation chômage. Les ouvriers de Matisa ont donc décidé de les faire bénéficier du fonds de solidarité.

La journée de mercredi 17 fut marquée par deux événements. Le premier c'est le durcissement de la direction de Matisa qui passe à l'attaque directe en envoyant une lettre de menace de licenciement à chaque gréviste. La direction envoie ces lettres avant la prise de position de la FTMH en faveur de la grève; elle s'appuie donc sur la FTMH comme le montre un extrait de celles-ci: "Malgré notre appel et celui de la FTMH à suivre la procédure conventionnelle, sans rompre la paix du travail, nous avons le regret de devoir constater que vous êtes en train de vous placer vous-même, unilatéralement, dans une situation de rupture de contrat". Les grévistes collectent aussitôt ces lettres pour les renvoyer directement à l'expéditeur.

Le second événement c'est l'annonce du soutien officiel de la FTMH. Il faut relever ici un point important de la lutte, celui de la solidarité matérielle. En effet il est clair que sans un soutien financier important une grève ne peut pas aller très loin. En s'opposant à la grève la FTMH refusait du même coup son appui financier. Décrocher le "soutien officiel" de la FTMH signifiait avant tout obtenir son soutien financier. Le Comité de grève engagea donc la bataille avec la FTMH en forçant son aile gauche (représentée en l'occurrence par Besuchet venu remplacer Ghelfi parti en vacances comme par hasard après ses échecs à Matisa) à arracher ce soutien. Besuchet, qui a bien assimilé les nécessités de la relativisation de la paix du travail et qui se déclarait solidaire de la grève, est envoyé à Berne pour convaincre le Comité fédératif - ce qu'il réussit. La FTMH annonce donc son revirement aussi piteux qu'inattendu. Après une semaine et demie de grève le Comité fédératif de la FTMH se décide à apporter son "soutien moral et matériel". Mais si la FTMH accorde maintenant son soutien à la lutte de Matisa, elle ne perd pas de vue son objectif premier: briser la grève pour aller négocier. Pour cela elle exige "UNE REPRISE IMMEDIATE DES NEGOCIATIONS AFIN QUE LA GREVE PRENNE FIN

LE PLUS RAPIDEMENT POSSIBLE"!!!

Il n'est évidemment pas question pour la FTMH de développer une solidarité de classe, qui exige L'EXTENSION DE LA LUTTE A D'AUTRES ENTREPRISES, mais uniquement de se racheter et de se donner les moyens d'abrèger au plus vite cette grève. Des instructions sont d'ailleurs données à tous les responsables syndicaux afin "D'EMPECHER PAR TOUS LES MOYENS DES GREVES DE SOLIDARITE"!!!

Le lundi 22 mars, les ouvriers discutent d'une proposition de l'Office de Conciliation qui tente une fois de plus de les **diviser** en faisant céder une partie d'entre eux à l'aide d'accord ne contenant que des phrases creuses et de belles promesses. Cette proposition promet de reclasser 19 des licenciés dans une place dite "convenable", et propose, en guise de paiement des heures de grève, de les rattraper partiellement en plus des heures normales! Quant à l'absence de représailles sur les grévistes cela reste du domaine de la phrase; à ce niveau seul le rapport de force permet aux ouvriers de se défendre efficacement. Les ouvriers disent non à cette proposition de l'Office et décident de poursuivre la grève tant qu'ils n'auront pas obtenu satisfaction sur leurs revendications.

Le mardi 23 mars, la direction de Matisa porte plainte pénale contre les grévistes parce que ceux-ci durcissent leur combat en bloquant le trafic des pièces de rechange et en empêchant les jaunes d'aller travailler.

Mercredi 24 : le « soutien » de la FTMH : un cadeau empoisonné

Le mercredi 24 marque un tournant de la lutte et mérite d'amples explications. Ce jour-là les ouvriers doivent se prononcer sur une nouvelle proposition d'accord de l'Office de Conciliation. Cette proposition prévoit:

1. Le reclassement des licenciés.
2. L'engagement de la direction de tenir au courant la CE des licenciements pour motif économique.
3. La remise aux mains du Tribunal Arbitral de la question de la compensation du renchérissement.
4. Le maintien du pont de fin d'année avec rattrapage.
5. L'absence de représailles.
6. Le versement par les syndicats à leurs membres de 50% des heures de grève, les autres ouvriers bénéficiant du fonds de solidarité, ainsi que la possibilité de rattraper le 30% du salaire perdu.
7. La reprise du travail jeudi matin 25 mars et le début des négociations au plus tard jeudi après-midi.

Cette proposition d'accord est à cent lieues des revendications défendues depuis deux semaines et demie par les ouvriers. Elle n'offre aucune garantie sur la sécurité du nouvel emploi pour les reclassés, ni au niveau des représailles (les ouvriers qui ont été à la pointe du combat peuvent toujours se faire licencier pour des raisons économiques,

selon le point 2 de l'accord). Elle essaie en outre d'écartier la revendication de la compensation en la remettant au Tribunal Arbitral (avec la bénédiction des syndicats qui reconnaissent l'autorité de cette instance pour résoudre les conflits de classe!). Quant aux heures de grève les patrons ne déboursent pas un centime pour les payer. En faisant payer le 50% de celles-ci par les syndicats, ce sont les travailleurs eux-mêmes qui payent la facture par le truchement de leurs cotisations; en "autorisant" les ouvriers à travailler encore plus pour rattraper leur perte de salaire, se sont des heures supplémentaires au tarif des heures normales que la direction s'offre!

Pour la première fois le vote sur cette proposition d'accord se fait à bulletin secret. Jusqu'alors les votes s'étaient toujours faits à main levée et exprimaient d'une certaine manière l'acte collectif qu'est la grève. Le vote à bulletin secret reste un acte isolé où le poids du découragement est très souvent déterminant.

Le résultat du vote fut un rejet par 81 voix contre 67. Les ouvriers refusent à la majorité cette proposition, mais sortent divisés de ce vote. Cette division n'est pas fortuite, et les directions syndicales par leur travail de démoralisation avant les votations en portent la responsabilité: elles déclarent ne plus garantir le soutien matériel de la grève parce que "les caisses sont vides"! Or la crainte des ouvriers de poursuivre la grève a surtout des raisons d'ordre économique. L'avertissement de la FTMH et FCOM n'a eu pour effet que de décourager une partie des grévistes. Avec une telle division il devient impossible de poursuivre la lutte comme avant. Les ouvriers décident donc de reprendre le travail pour éviter que la division créée parmi eux, autant par l'Office et les patrons que par les directions syndicales, ne brise les chances de succès de la lutte.

APRES CETTE DECISION, UN 2EME VOTE A LIEU ET LES OUVRIERS SE PRONONCENT A L'UNANIMITE MOINS 2 VOIX POUR REPRENDRE LA GREVE SI LES NEGOCIATIONS N'ABOUTISSENT PAS RAPIDEMENT A LA SATISFACTION INTEGRALE DE LEURS 6 REVENDICATIONS.

Le travail reprend mais la proposition de l'Office est néanmoins rejetée. **LA GREVE N'EST DONC PAS TERMINEE MAIS SUSPENDUE!**

Le jeudi 25 mars, le travail reprend, mais les patrons refusent de négocier pour des questions de procédure. Un accord est trouvé pour élargir aux négociations la CE de 4 membres du Comité de grève. Le même jour 6 ouvriers du Comité de grève et un gréviste sont convoqués chez le juge d'instruction à la suite de la plainte pour "pression physique, chantage et rétorsion". Les ouvriers ayant repris le travail selon les termes de l'accord qui stipulait qu'aucune répression ne serait exercée, la direction de Matisa retire sa plainte dans la journée,

Mais pour que la grève reparte, encore faudra-t-il que les ouvriers se battent une fois de plus contre l'opportunisme syndical. En effet dans un communiqué de presse paru le 27 mars, la FTMH et la FCOM déclarent: "Si l'attitude de l'ASM ou de la direction de Matisa ne permet pas aux négociations d'aboutir dans les délais les plus brefs, le comité fédératif de la FTMH et le comité directeur de la FCOM se prononceront sur les mesures à prendre y compris la reprise

2. les commissions soient immédiatement convoquées chaque fois qu'une lutte éclate dans une entreprise afin de déterminer l'action de solidarité à mener dans les autres entreprises.
3. les directions syndicales appliquent strictement ces deux mesures.

Mais les critiques personnelles portées sur Ghelfi ne doivent pas cacher qu'il n'est que le représentant de la politique d'asservissement des intérêts de la classe ouvrière aux exigences du développement capitaliste et certainement un des moins habile à cacher sa véritable fonction de courroie de transmission de la bourgeoisie au sein du prolétariat. Ces exigences de la base syndicale sont à saluer car, correctement exploitées par les ouvriers combattifs, elles peuvent limiter le champ de manoeuvre des directions syndicales.

Mercredi soir, à l'assemblée générale, le sabotage de la FTMH poursuit son cours par les interventions démoralisantes de Besuchet qui attire l'attention des ouvriers sur le caractère néfaste qu'aurait pour l'économie et pour l'entreprise une reprise de l'action directe. Et d'autre part, la FTMH et la FCOM, comme prévu, ne garantissent plus leur soutien pour une seconde grève.

Il ne faut donc pas s'étonner si dans de telles conditions les ouvriers acceptent au bulletin secret, le vendredi suivant par 137 oui contre 33 non et 41 blancs le résultat des dernières négociations (notons que les jaunes votaient aussi, ce qui n'arrangeait rien)

La trahison de la FTMH ne peut pas être mieux démontrée que par l'article de "La lutte syndicale" du 7 avril 76: "Le responsable des négociations pour la Fédération suisse des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie, Roger Besuchet, secrétaire central et conseiller national, considère que ce résultat est suffisamment "satisfaisant" pour qu'une reprise éventuelle de la grève ne soit plus soutenue par la FTMH".

Le contenu essentiel de l'accord est le suivant:

1. La direction s'engage à reclasser, dans l'entreprise ou ailleurs, les licenciés aux mêmes conditions, ceci jusqu'au 31 octobre 76. Et "si ce reclassement n'est pas intervenu d'ici au 31 octobre 76, les parties reprendront contact pour étudier les mesures à prendre".
2. "La direction s'engage à ne pas procéder à d'autres licenciements collectifs pour raison économique jusqu'à fin septembre 76. Les licenciements pour justes motifs sont exclus de cet engagement".
3. La compensation du renchérissement est soumise au Tribunal Arbitral.
4. Moyennant rattrapage, le pont de fin d'année est maintenu.
5. Absence de représailles.
6. Le paiement des heures de grève est refusé par les patrons, qui maintiennent leur proposition de les rattraper en plus des heures normales. Les heures de grève seront donc payées par les syndicats et le fonds de solidarité.

éventuelle de la grève. EN REVANCHE, LA FTMH ET LA FCOM NE SOUTIENDRONT PAS LES ARRETS DE TRAVAIL OU D'AUTRES MOYENS DE LUTTE DECIDES SANS LEUR ACCORD".

La suspension de la grève ouvre une nouvelle phase dans la lutte.

Samedi 27 : Manifestation Nationale : «la grève est suspendue, la lutte continue» .

Samedi 27 mars a lieu à Lausanne une manifestation nationale de solidarité sur le thème "LA GREVE EST SUSPENDUE, LA LUTTE CONTINUE" et à laquelle participent 2000 personnes. La manifestation se termine par un discours de la FTMH, de la FCOM, de la CE et des interventions des femmes des grévistes et du Comité de grève.

Difficile exercice que ce discours pour Besuchet qui a du mal à cacher son hypocrisie derrière ses appels à la solidarité ouvrière: "Je m'engage, si je le juge nécessaire, à demander à ma fédération d'appuyer un nouvel arrêt de travail". La suite des événements montrera qu'il ne jugeait surtout pas nécessaire la relance de la grève! Mais que la bourgeoisie se rassure: "Nous ne voulons pas de troubles sociaux", seulement "la sécurité et la justice sociale".

Quant à la FCOM son discours ne fut que l'éloge de ses folies autogestionnaires. Qu'on en juge par ce bref extrait: "... le comité directeur de la FCOM unanime s'est associé étroitement aux travailleurs qui mettent sur pied dans l'unité et la détermination une nouvelle organisation démocratique aujourd'hui au niveau de l'entreprise, demain valable pour l'économie toute entière". Et la "planification démocratique de l'économie" réclamée avec grand lyrisme par la FCOM commence, nous l'avons vu récemment, par la participation.

A la fin de la manifestation a lieu une assemblée de toutes les commissions ouvrières de la région sur la convocation du Comité de grève. La FTMH, qui aurait dû théoriquement s'aquitter de cette tâche indispensable pour l'extension de la grève, trouva à critiquer la procédure "inhabituelle" suivie par les grévistes!

La lutte doit continuer .

Lundi 29 mars à l'assemblée générale, les ouvriers étaient encore prêts à relancer la grève. Mais ce jour là Besuchet était absent!

Mardi 30 mars, lors d'une assemblée du groupe métallo (assemblée des syndiqués FTMH membres de commissions d'entreprise), Ghelfi se fait vertement attaquer par les travailleurs qui exigent que dorénavant:

1. aucune décision lors de négociations avec la direction d'une entreprise ne soit prise sans l'accord de la base.

Le premier de ces points concernant les licenciements n'offre aucune garantie aux ouvriers de conserver un poste de travail dans l'entreprise, ni même d'être reclassés à l'extérieur. Tout au plus accorde-t-il un sursis de quelques mois aux licenciés.

Le second point est une porte ouverte pour le licenciement collectif étalé en licenciement individuel et aussi une possibilité pour les patrons de "se séparer des collaborateurs" devenus trop gênants dans l'entreprise en les licenciant individuellement pour raison économique ou juste motif. C'est donc un biais par lequel les répressions pourraient s'abattre sur les ouvriers qui se sont montrés à l'avant de la lutte. L'exemple de Steimer illustre suffisamment bien les méthodes patronales,

La compensation du renchérissement, point 4, n'est pas acceptée et le conflit sur cette question est remis aux mains d'un des fruits empoisonnés de la paix du travail: le Tribunal Arbitral, ce moyen commode d'étouffer les luttes ouvrières!

Le maintien du pont de fin d'année ne coûtera de toute façon rien au patron puisqu'il sera compensé.

Quant à l'absence de représailles, nous savons ce que valent de tels engagements!

Et enfin les heures de grève ne seront pas payées par les patrons mais par les syndicats, et le fonds de solidarité, c'est-à-dire par les ouvriers eux-mêmes.

Cet accord, qui ressemble comme deux gouttes d'eau à celui refusé par les ouvriers le 24, est donc bien loin des revendications autour desquelles s'est construit la lutte. Ce ne sont que des miettes lancées par les patrons, mais elles ne doivent pas mettre fin à la lutte car le bout de papier que les ouvriers ont accepté n'exprime que de "bonnes" intentions et ne satisfait pas à bon nombre d'exigences des travailleurs.

EN CONCLUSION .

Si minime soit le résultat de la grève au niveau des revendications, ELLE N'AURA PAS ETE VAINES!

Elle aura prouvé que même le minimum ne peut être arraché sans une lutte directe acharnée et surtout elle aura confirmé une fois de plus le rôle de garant de la paix sociale, c'est-à-dire le la paix pour le Capital, joué par l'opportunisme. Mais à Matisa, si l'opportunisme a réussi à saboter la grève en démoralisant les ouvriers et en bloquant toute extension du conflit, il n'a pas pour autant réussi à les récupérer dans sa sphère d'influence. Cette grève a réussi à briser les barrières dressées contre les ouvriers; nationalités, crainte du petit chef, etc, n'existeront plus à Matisa. Elle a montré à la classe ouvrière en Suisse, paralysée par des décennies de désastreuse paix du travail, que la défense de ses intérêts immédiats

passer par l'action directe de classe et la méfiance la plus totale vis-à-vis des directions syndicales traîtres.

A Matisa, où le conflit opposait les ouvriers d'une usine à la puissante fédération patronale de la métallurgie et de la construction de machines, ils ne pouvaient pas y avoir de miracle, Seule une extension de la grève à d'autres entreprises pouvait faire céder les patrons. De cette solidarité de classe les directions syndicales n'en ont surtout pas voulu; elles n'ont fait que s'acquitter de leur fonction de chien de garde du Capital!

« Le vrai résultat de leur lutte est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs »
(K. MARX, «LE MANIFESTE»)

◆ **LA LUTTE DOIT CONTINUER !**

◆ **VIVE LA GREVE DES OUVRIERS DE MATISA !**

◆ **AUX ATTAQUES DU CAPITAL, AUX TRAHISONS DES DIRECTIONS SYNDICALES, OPPOSONS LE FRONT UNIQUE DE LA CLASSE OUVRIERE !**

LE BILAN HONTEUX DE LA GREVE DRESSE PAR L'OPPORTUNISME STALINIEN .

Tout au long de la grève l'action du POP aura été de se traîner lamentablement à la remorque du Comité de soutien et de tenter, en vain, de lui substituer le front des syndicats et partis opportunistes. Mais la fermeté du Comité de grève, qui obligeait les organisations désirent apporter leur soutien à le faire dans les Comités de soutien, ainsi que la valse-hésitation de la sociale-démocratie l'ont fait échouer dans cette tentative. Le malaise provoqué par cet échec, C. Contini, secrétaire vaudois du POP, ne peut s'empêcher de l'exprimer dans la "Voix Ouvrière" du 27-3-76: "De même, on eût préféré que le parti socialiste ne se contente pas d'une belle déclaration à l'usage de la presse, mais participe également d'une manière active au travail accompli par le comité de soutien. Car au nom de l'unité les militants du POP aimeraient se sentir mieux soutenus dans les luttes importantes qui se déroulent en ce moment, par ceux qui représentent tout de même un parti de gauche qui se doit de défendre les travailleurs". Et Contini poursuit: "Mais de toute façon, la lutte continue à Matisa, comme ailleurs. Et son succès dépendra de l'unité et de la mobilisation des organisations traditionnelles, les syndicats, le parti socialiste et le POP, seuls véritables représentants de la classe ouvrière". Nous dirons qu'il s'agit plutôt des seuls véritables représentants des agents de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers!

Indéniablement l'opportunisme n'a pas eu les mains libres à Matisa, comme il les avait eu à Bulova, pour enterrer vivante la lutte des ouvriers de Crissier-Renens. Rassembler les forces de l'opportunisme tel est donc le projet immédiat du POP pour canaliser les grèves et les luttes vers sa direction "non-aventuriste". C'est pourquoi il se félicite de la décision du Cartel syndical vaudois de former un "Comité de crise" (sic) comprenant syndicats, PS et POP: "Il (le Comité) aura pour tâche principale l'organisation de la défense des travailleurs en conflit avec leur patron et l'organisation du soutien sur le plan cantonal" ("VO", 3-4-76)

Parallèlement à la construction d'un front stable de l'opportunisme, le POP tente de renforcer sa "présence dans les entreprises", "pour y mener, encore une fois un travail d'explication et d'éclaircissement qui barrera la route aux diviseurs et gesticulateurs. Et d'insister sur l'appui indirect ... ou direct donné au patronat par les gauchistes provocateurs qui se sont infiltrés récemment encore dans les rangs des travailleurs en lutte pour les pousser vers des impasses si ce n'est des culs de basse-fosse" ("VO", 31-3-76). Ce n'est ni plus ni moins que de la chasse aux sorcières! Les patrons peuvent donc se rassurer, leurs larbins sont prêts à nettoyer les usines des éléments ouvriers les plus combattifs! Face à de telles trahisons, la classe ouvrière ne peut riposter que par son Front Unique contre la bourgeoisie et ses agents opportunistes!

MATISA :

UNE LECON POUR LES LUTTES FUTURES

PROLETAIRES , CAMARADES ,

La grève de MATISA a été exemplaire par le fait que le Comité de grève s'est opposé à toute les tentatives de sabotage de la FTMH, en maintenant la lutte sur un terrain de classe. Jamais les ouvriers de MATISA n'ont accepté d'utiliser d'autres moyens que les moyens spécifiques de classe pour faire aboutir leurs revendications.

Si nous nous félicitons de cette opposition, ce n'est pas au nom d'un antisindicalisme de principe, mais bien parcequ'elle démontre ce que nous avons toujours affirmé, à savoir que sans lutte contre l'opportunisme et ses solutions, la défense même élémentaire des prolétaires ne peut être assurée.

PROLETAIRES , CAMARADES ,

Si nous faisons un rapide bilan de l'action de la FTMH pendant la lutte chez MATISA, nous constatons :

- que dans un premier temps, elle refuse de soutenir la grève, car c'est une rupture de la Convention passée avec le Patronat, et cherche à négocier par dessus la lutte des travailleurs.

- que dans un deuxième temps, constatant la détermination des ouvriers à la base, elle tente de récupérer le mouvement en prétendant le soutenir notamment sur le plan financier.

- qu'enfin, avant le vote du Mercredi 24 qui met un terme à la grève mais qui entend la reprendre si les négociations piétinent, elle annonce que les caisses sont vides et que son soutien ne pourra plus se poursuivre longtemps.

- que le Mercredi 31, elle affirme qu'elle ne soutiendra plus financièrement la grève en cas de relance du mouvement.

- que durant toute la lutte, elle refuse de la faire sortir de ses murs, en empêchant de manière active (lettre à tous les secrétaires syndicaux), l'organisation de la solidarité dans les autres usines.

Face à cette succession de trahisons, de volte face, peut se développer chez les ouvriers de MATISA une tendance à l'antisindicalisme. Ayant vécu concrètement la trahison du syndicat, les travailleurs en viennent tout naturellement à rejeter toute idée d'organisation qui ne soit pas l'émanation de leur propre mouvement.

Cette réaction légitime ne doit pas être considérée négativement, car toute la lutte a prouvé qu'à MATISA le sentiment de la solidarité de classe était puissamment développé. Rejetant les méthodes de lutte de la FTMH, ils rejettent du même coup l'organisation qui les utilise. Par contre, ils ont constamment travaillé à la popularisation de leur lutte, montrant ainsi qu'ils ne rejettent nullement l'idée d'une organisation des travailleurs pour la défense de leurs intérêts immédiats.

"Nous appelons tous les travailleurs à s'organiser et à lutter comme nous l'avons fait et continuerons à le faire, afin de défendre les intérêts de l'ensemble de la classe ouvrière". C'est par cet appel, que le Comité de grève MATISA termine son tract du 5 Avril, véritable appel à l'organisation des prolétaires sur des bases de classe.

Les résultats modestes obtenus par la lutte exemplaire et sans compromis des ouvriers de MATISA, s'expliquent à la fois par l'attitude continuellement démoralisante de la FTMH, et par l'isolement des travailleurs face à toute l'organisation patronale, l'ASM.

Pour celle-ci, il fallait à tout prix faire échouer le mouvement, de peur qu'une victoire si petite soit-elle, fasse tâche d'huile dans toute l'industrie des machines.

Pour la FTMH il fallait finir la grève au plus vite, afin de ne pas désorganiser l'économie, ce qui confirme que l'opportunisme est du même côté de la barrière de classe que la bourgeoisie, et former avec elle un front uni pour la défense de l'économie nationale donc du capitalisme.

PROLETAIRES , CAMARADES ,

La renaissance du syndicat de classe peut emprunter deux chemins :

- ou la régénérescence de l'intérieur des vieux syndicats vendus à la bourgeoisie par l'entremise de l'opportunisme social-démocrate ou stalinien,

- ou construction d'une nouvelle organisation à l'extérieur des syndicats existant

Mais aujourd'hui il est impossible de savoir ce que l'histoire imposera comme solution. C'est pourquoi il est important de travailler dès aujourd'hui dans les syndicats, totalement dominés par l'opportunisme, pour opposer une ligne de classe, car laisser les syndicats aux mains de l'opportunisme c'est aller au devant de nouvelles trahisons de leurs parts.

Mais pour beaucoup d'ouvriers, les syndicats ne sont que des appareils destinés à négocier avec le Patronat par dessus leurs aspirations. Certains ouvriers dégoûtés par les manoeuvres sordides des dirigeants syndicaux, préfèrent se regrouper à l'extérieur, afin de développer de manière autonome leurs actions revendicatives. Il faut chercher à ouvrir ces organismes spontannés à tous les travailleurs, afin que plus puissants ils puissent forcer les syndicats à intervenir par leur soutien matériel et organisationnel dans un sens de renforcement des luttes.

Que ce soit dans les syndicats ou dans les organismes spontannés, il faut agir toujours dans la perspective de créer sur une base de classe le "Front Unique du prolétariat" qui s'opposera nécessairement au front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme.

La lutte chez MATISA a été l'expression à l'état embryonnaire certes mais combien prometteur, de ce front unique du prolétariat, et il s'est affronté à l'opportunisme syndical de la FTMH et à la bourgeoisie à travers l'ASM.

Ce n'est que par l'organisation des travailleurs à la base, dans les entreprises, et dans des organisations économiques ouvertes à tous, se plaçant sur un terrain de classe, ce n'est que par la constitution du FRONT UNIQUE DU PROLETARIAT que l'on pourra affronter non seulement ses patrons mais aussi le patronat national tout entier, avec le maximum de succès.

Parti Communiste International

B.P. 85 Montchoisi
Lausanne 19

APRES LA GREVE , LA FCOM DEVOILE SON VRAI VISAGE .

Les derniers évènements qui se sont déroulés chez MATISA depuis la reprise du travail, nous obligent à ajouter ce petit complément, pour dénoncer les manoeuvres scandaleuses de la FCOM ces derniers jours;

La FCOM, syndicat minoritaire, à utilisé la grève de MATISA pour réhausser son prestige auprès des travailleurs, en utilisant à travers ses représentants une phraséologie de combat. Maintenant que la grève est arrêtée, la FCOM cherche par tous les moyens d'attirer dans sa "chapelle" (ceci est à peine un jeu de mots pour un syndicat d'obédience chrétienne) un certain nombre de travailleurs parmi les plus combattifs. C'est ainsi qu'elle décida de créer une "Commission d'entreprise" en majorité constituée de syndiqués FCOM, par dessus la volonté des travailleurs, cherchant par là à s'imposer comme le seul syndicat susceptible de discuter avec le patronat.

Par cette proposition honteuse, elle sabote objectivement tous les efforts du "Comité de grève" qui cherche à faire élire une "Commission Ouvrière" représentant tous les travailleurs qu'ils soient syndiqués (FTMH ou FCOM) ou non syndiqués. Par leur position sectaire, par leur volonté publicitaire, les dirigeants FCOM divisent les travailleurs.

Cette attitude ambiguë, la FCOM l'avait déjà démontrée dans sa prise de position le Jeudi 11 mars après la manif de Renens, lorsqu'elle avait rendu compte de l'accord passé devant l'office de Conciliation.

Cet accord, véritable capitulation des directions syndicales, n'incluait aucune des revendications posées par les ouvriers. Il stipulait simplement l'arrêt de la grève et le début des négociations avec le patronat. Le représentant FCOM osa affirmer que le fait d'avoir amené les patrons à la table des négociations était en soi une victoire due à la grève. Cette affirmation est doublement scandaleuse car :

1.- Les travailleurs faisaient la grève pour obtenir la satisfaction de leurs revendications, non pour amener les patrons à négocier.

2.- Par principe, on n'arrête pas une grève avant les négociations sous peine de s'enlever le seul moyen de lutte vraiment efficace contre le patronat.

PROLETAIRES , CAMARADES ,

Pendant toute la durée de la grève, les dirigeants FCOM se sont affrontés aux bureaucrates de la FTMH, cherchant par ce biais à faire passer leur discours politique. Si la FCOM n'est pas soumise comme la FTMH au PSS, elle n'en a pas moins un projet politique précis : LE SOCIALISME AUTOGESTIONNAIRE .

Utilisant le ton larmoyant des petits bourgeois antimonopolistes, répétant à toutes les sauces les termes "démocratie ouvrière" et "dignité de l'homme", les idéologues de la FCOM cherchent également à faire croire aux ouvriers que l'on peut grignoter peu à peu le pouvoir du Capital, en revendiquant dès aujourd'hui dans l'entreprise, une parcelle de pouvoir.

A toutes ces utopies, nous répondons NON. Seul l'union grandissante des travailleurs, par delà les catégories et les nationalités, à travers la défense de conditions de vie, fera reculer le Capital.

Mais pour qu'un jour cesse cette lutte perpétuelle pour la survie, le prolétariat organisé par son parti de classe devra prendre le pouvoir et imposer sa dictature à la bourgeoisie, pour qu'enfin l'on puisse détruire les mécanismes capitalistes de la production que sont le marché, le salariat et la loi de la valeur.

Alors seulement, après cette destruction, le monde sera reconstruit sur de nouvelles bases, l'humanité étant libérée du joug du salariat.

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

LA « PARTICIPATION » : ARME DE LA BOURGEOISIE ET DE L' OPPORTUNISME !

Avant de présenter les différentes positions qui se sont affrontées lors de la campagne précédent les 21 mars 76, nous voudrions rappeler toute la fausseté des fondements idéologiques sur lesquels se base la Participation : "il faut instaurer la démocratie dans l'entreprise comme elle existe en politique" en équilibrant le pouvoir patronal par un pouvoir des travailleurs, dans l'entreprise. Ce principe est non seulement faux et absurde, mais il affirme de plus que l'on renonce à se battre pour changer radicalement les rapports sociaux entre les classes.

Face à cela, le marxisme révolutionnaire a toujours affirmé que :

- tant que SUBSISTERA LE MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE, L' ANTAGONISME ENTRE LA BOURGEOISIE (ou l'agent social du Capital) ET LE PROLETARIAT EST INEVITABLE.

Chacun des deux termes de la contradiction sociale défendant des intérêts antagoniques, cela ne peut mener qu'à un affrontement, allant à la domination de l'un des termes sur l'autre. Mais la différence entre les deux termes, réside dans le fait que l'un (Capital) ne peut se passer de l'autre (Travail) pour exister et, par sa domination perpétue la contradiction sociale, alors que l'autre (Travail) peut se passer du Capital en dépassant les limites de la production marchande imposée par la bourgeoisie, en libérant par sa domination l'humanité de la contradiction sociale entre Capital et Travail, à condition de renverser l'Etat bourgeois et d'instaurer sa dictature "phase de transition de la société divisée en classes à la société sans classe ou socialisme" (Marx).

La bourgeoisie et ses innovateurs: « Développer le Dialogue » .

La naissance du capitalisme est allée de pair avec la séparation du travailleurs d'avec son produit et la division technique des tâches. Ces deux phénomènes ont réduit le travail de l'ouvrier à des tâches mécaniques, sans intérêt, ne faisant intervenir que ses réflexes et plus son intelligence. Avec la fameuse formule de Taylor "on ne vous demande pas de réfléchir, cela ralentirait vos réflexes ; d'autres sont payés pour cela" s'exprime tout le cynisme du mode de production capitaliste, et de ses défenseurs. Depuis qu'il s'est imposé comme mode de production dominant, depuis qu'il s'est infiltré et a contaminé toutes les sphères de l'économie humaine, le capitalisme a plié ses activités à ses lois de développement : Division des tâches, productivité maximum, telles sont les mots d'ordre de l'organisation productive pour affronter le marché et les autres concurrents, dans la meilleure position possible.

Dès lors, accepter l'organisation productive du capitalisme, et pleurer sur les conditions deshumanisantes de travail en usine c'est aller devant une contradiction insoluble, car l'une ne va pas sans l'autre. Le patronat éclairé, cherchant d'autres moyens d'augmenter la productivité, s'est penché, avec ses "sociologues Maison" et ses spécialistes de l'organisation sur le désintérêt des travailleurs pour leur travail. Ainsi a-t-il imaginé des solutions qui semblent être en rupture avec le passé.

Que l'usine "Volvo" de Kahmar en Suède ait été citée partout comme l'exemple d'une nouvelle vie à l'usine ne doit pas nous étonner. - Organisés par équipes autonomes pour réaliser une grande partie de la voiture, les ouvriers s'organisent à leur manière à l'intérieur de l'équipe tout en respectant la productivité imposée par la direction -. La productivité du travail a été augmentée, le patronat retire donc plus de "Plus-value" du travail, en ce sens c'est un exemple à suivre pour tous les patrons.

Que les patrons se plaignent de la baisse de productivité du travail, de l'absentéisme des ouvriers, cela est dans la logique des choses. "Prenons garde aux grèves-fêtes qui sont avec l'absentéisme l'indicateur de la saturation de l'ennui du travail". (Décortered, directeur du personnel de Nestlé, Séminaire patronal international organisé par l'OCDE). Leur rôle d'agent forcené de l'accumulation pousse les patrons à extraire le maximum de surtravail à la classe ouvrière. C'est dans cette perspective qu'il faut comprendre les efforts du patronat éclairé pour une amélioration des conditions de travail, pour un renforcement de l'information base-sommet, pour l'instauration d'un nouveau dialogue entre direction et producteurs. Ce que cherche avant tout le patronat éclairé, c'est de responsabiliser les travailleurs dans leur entreprise, leur faire assumer certaines décisions et les convaincre ensuite que c'étaient les seules possibles.

"C'est en développant le dialogue et en multipliant les réunions entre représentants des travailleurs et la direction de la société, non seulement pour négocier, mais pour s'informer réciproquement, pour étudier en commun certains problèmes, pour consulter les travailleurs afin de choisir une solution en meilleure connaissance de cause". (Décortered, ibidem).

Pour contrer le désintéret croissant du travailleur à son poste de travail, on imagine "l'enrichissement vertical", faire assumer aux subordonnés un certain nombre de tâches du supérieur, ou "l'enrichissement horizontal", tâches de gestion concernant un groupe de travailleurs.

"Ce faisant, il (le travailleur) s'identifiera à son travail et à ses résultats. En trois mots, IL SERA MOTIVÉ". (Décortered, Ibidem)

"De toute manière, un programme d'enrichissement des tâches bien conçu et bien réalisé aboutira à long terme à une amélioration de la productivité, grâce aux énormes réserves cachées dans le tréfond de la motivation des travailleurs". (Décortered, Ibidem). En conclusion : "La participation doit donc se développer avant tout dans la vie de tous les jours, dans le travail quotidien, dans le dialogue entre chefs et collaborateurs. C'est ce que nous appelons la Participation fonctionnelle." (Décortered, Ibidem)

Cette proposition ressemble fort au Contre-projet fédéral qui visait à limiter la participation au niveau de l'exploitation. Le patronat voudrait contrôler totalement toute action des ouvriers. Pour cela ils créeraient une structure d'organes ouvriers dont les buts et les fonctionnements seraient tout simplement dictés par la direction de l'entreprise. Le message aux Chambres est clair la dessus. "... la Confédération se retrouvera peut être dans l'obligation d'édicter des prescriptions sur l'institution de Commissions de personnel et sur leurs attributions." Les Commissions Ouvrières deviendraient donc de véritables courroies de transmission des ordres patronaux.

Le fait que les partis bourgeois aient tous refusé de soutenir le texte de l'Initiative n'est pas en contradiction avec la position patronale qui recherche un "nouveau dialogue". Les subtilités avancées par les partis en matière constitutionnelle ne doivent pas nous faire oublier que tous sont d'accord sur le fond. Tout au plus l'ergotage au niveau juridique permet à l'opportunisme réformiste d'apparaître comme combattif puisqu'il s'affronte aux partis bourgeois dans l'arène parlementaire.

Les syndicats et le PSS : « démocratiser l'entreprise »

Si nous regardons maintenant les affirmations avancées par les promoteurs de l'Initiative nous découvrons que l'objectif principal réside dans le fait que : "les droits des travailleurs doivent être élargis ; les salariés doivent être mieux associés à la vie de l'entreprise, exercer plus d'influence sur l'aménagement des conditions de travail ; ils doivent participer aux décisions qui déterminent leur existence". (Canonica à Berne, 20 janvier 76).

Conscient que la participation peut être "un alibi ou un simple moyen d'accroître la rentabilité" (ce qu'affirme l'aile avancée du patronat) Canonica s'empresse d'ajouter qu'il faut la considérer comme "une exigence de la Justice" en admettant "qu'elle doit être exercée aux trois niveaux : poste de travail, exploitation, et Conseil d'Administration". Malheureusement pour notre idéologue sa présentation ne diffère des projets patronaux avancés que dans la présence d'ouvriers aux Conseils d'Administration.

Or cette participation au plus haut niveau n'enlève rien à son caractère de tentative de responsabilisation des travailleurs à la marche de l'entreprise. Au contraire en leur faisant assumer une partie des tâches de gestion, elle les intègre au procès de décision, elle lie leurs intérêts immédiats à la bonne marche de l'entreprise.

Paradoxalement les promoteurs de l'Initiative dénoncent le Contre-projet, car "il vise à une pseudo-participation. Il confine la participation au domaine de l'exploitation. Il exclut la participation des travailleurs au niveau de la politique générale de l'entreprise". (Guido Carretti, Conférence des Syndicats Chrétiens, 20/01/76 Berne). Ils revendiquent clairement leur droit à la gestion. Ils revendiquent pour les travailleurs le droit de se sentir responsable de la bonne marche de l'entreprise. Toute cette vision honteuse d'une collaboration de classes encore plus éhontée que la Paix du Travail trouve sa racine dans l'idéologie sociale réformiste qui cherche à équilibrer le pouvoir du Capital par celui du Travail. Ayant depuis longtemps rejeté l'idée de renverser le mode de production bourgeois par l'abolition du Saliariat, en instaurant l'Etat de la Dictature du Proletariat, le réformisme Social-démocrate, digne représentant de l'Aristocratie Ouvrière, ne recherche plus que l'amélioration temporaire des conditions de vie de cette couche corrompue de la classe ouvrière.

"Si la Participation réclamée par les syndicats est réalisée, la société peut changer de visage et devenir plus équitable. Elle permettra aux travailleurs d'exercer une plus grande influence sur la marche des affaires et d'accroître ainsi leur sécurité". (Bésuchet, Secrétaire central FTMH).

On ne peut être plus clair ! La sécurité des travailleurs passe par la bonne marche de l'entreprise ! Malheureusement les crises économiques dont la classe ouvrière subit toujours les conséquences sont indépendantes des fautes de gestion réelles ou fictives du patronat. Elles ne sont que la conséquence logique d'un mode de production lié au marché et l'accumulation forcée de capitaux, Ce ne sont pas des "accidents" dans la vie du Capital : elles lui sont inhérentes et nécessaires . Elles font de l'incertitude et de l'instabilité la situation normale de la classe ouvrière, en aggravant périodiquement ses conditions de vie, puisqu'elles aboutissent toujours à la mise à la rue d'une partie des prolétaires et à la baisse des salaires de l'ensemble.

En participant, les travailleurs n'auront pas plus de contrôle sur les lois

objectives qui régissent le régime de la concurrence que les spécialistes bourgeois du marketing. Tout au plus pourront-ils assumer de manière "responsable" les reconversions nécessaires, les licenciements, les hausses de productivité, les baisses de salaires, imposés par la concurrence sur le marché. En définitive, vouloir défendre une soi-disante "Sécurité" dans le mode de production capitaliste ne peut aboutir qu'à diviser et opposer les catégories de travailleurs entre elles : les combattifs au non-organisés, les vieux aux jeunes, les femmes aux hommes, les titulaires ~~aux~~ auxiliaires ou intérimaires, les nationaux aux immigrés.

Le PST : « Combattre l'autocratie patronale » .

"La mise en cause du pouvoir absolu du patronat dans l'entreprise par la conquête de droits nouveaux pour les travailleurs est à l'heure où les fermetures d'entreprises et les congédiements se multiplient, une revendication de première importance" (Magnin, V.O).

Serait-ce pour que les travailleurs désignent eux-mêmes, quels sont ceux d'entre eux à licencier en priorité qu'elle révèle son importance ? Magnin se garde bien de donner une réponse. Il affirme sans démonstration.

Que le PST oppose à la Participation "mot galvaudé", un "droit de regard, de contrôle et d'intervention pour le personnel sur la marche de l'entreprise" révèle l'ampleur de son imagination politique et le fossé qui le sépare du programme communiste auquel il ose encore se référer.

Pour nous communistes, le contrôle et la gestion de la production par les travailleurs, non pas dans l'usine ni seulement par le conseil du personnel mais dans la société ne pourra se faire qu'après la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration de la dictature prolétarienne dirigée par le Parti de Classe. Voilà ce que des communistes conséquents affirment, contre toutes les élucubrations réformistes des nationaux communistes.

Maurutto, dans un article de la V.O du 7/2/76 affirme : "On peut dès lors définir sommairement la Participation comme un élargissement de la démocratie - politique (notre stalinien bon teint, ne s'est visiblement jamais posé la question de la nature de la démocratie comme mode de gouvernement par excellence de la bourgeoisie) et comme une attaque contre l'autocratie patronale (nous entendons déjà les cris de guerre de nos démocrates contre les derniers bastions du féodalisme, ce qui prouve une fois de plus leur incapacité d'analyser une situation historique concrète). Elle est ainsi par définition, fondamentalement anticapitaliste".

Pour nous communistes, ce qui est fondamentalement anticapitaliste c'est la destruction du mode de production bourgeois, c'est l'abolition du salariat, c'est la prise en compte par l'ensemble de la classe travailleuse de tous les moyens de production. Le verbiage à consonances combattives de notre stalinien ne nous émeut guère car sa formule est vide de sens : la Participation réclamée par les syndicats est compatible avec le capitalisme, car elle ne remet en cause d'aucune façon, ni la division de la production en entreprises concurrentes sur le marché, ni le salariat fondement du capitalisme. Le capitalisme ne se caractérise nullement par l'autocratie patronale, mais par le salariat, le premier étant l'effet et non la cause du second. D'ailleurs, pour confondre notre démocrate, demandons lui ce qu'il pense de la gestion autoritaire des entreprises par l'Etat Russe ? Mais nous avons oubliés que pour lui il s'agit là de Socialisme !!!

Mais nos staliniens voient plus loin : "Il faudra gagner d'autres manches pour que la participation devienne véritablement une nouvelle arme et non un maillon supplémentaire de la "Paix du Travail" (Magnin in V.O).

Comme toujours, on affirme on dénonce, on rend attentif, mais on ne propose rien de concret, à part une vague esquisse qui consiste à présenter dans la V.O du 22/01/76 le projet du PCF déposé à l'Assemblée Nationale, à la fin de l'An dernier - "C'est bien là qu'il faudra s'acheminer". Sans vouloir entrer dans les détails de ce projet nous ferons trois remarques :

1.- Tout en allant plus loin que la participation des syndicats helvétiques, ce projet ne remet en cause ni l'Etat bourgeois, ni le régime du salariat. En réclamant "un droit de regard" sur l'entreprise pour les travailleurs sans se poser la question du pouvoir, le PCF tombe sous la critique que Lenine formulait en Octobre 1917 :

"Quand nous disons Contrôle ouvrier, ce mot d'ordre étant toujours accompagnée celui de la dictature du prolétariat, le suivant toujours, nous expliquons par là même de quel Etat il s'agit. L'Etat est l'appareil de domination d'une classe"... "Si c'est la domination du prolétariat, il s'agit de l'Etat prolétarien, c'est à dire de la dictature du prolétariat, le contrôle ouvrier peut devenir le recensement national universel, le plus minutieux et le plus scrupuleux de la production et de la répartition des produits".

2.- Que le moyen de lutte utilisé est celui de la discussion dans l'arène parlementaire de projets de loi, et non celui de la grève, seul moyen véritablement prolétarien aujourd'hui.

3.- Qu'il est proposé par un parti qui depuis plus de 45 ans a fait sien le très stalinien mot d'ordre de "construction du socialisme dans un seul pays", mot d'ordre qui n'est rien moins qu'une trahison d'un principe vieux comme le mouvement prolétarien lui-même : L' INTERNATIONALISME. Qui plus est, aujourd'hui, il crie à tue-tête qu'il a renoncé au "dogme de la dictature du prolétariat". Comment dans ce cas penser que ce "contrôle" soit un pas vers une libération de l'humanité du joug du salariat !!!

Face à cette vision gradualiste du réformisme petit bourgeois, qui utilise le marxisme en le vidant de sa substance, voilà ce que Engels dans l'Anti-Dühring à propos de l'utilisation par le Parti de classe du Socialisme scientifique affirmait :

"S'emparer du pouvoir ... Cet acte libérateur du monde, voilà la mission historique du prolétariat. En approfondir les conditions historiques, et par là, la nature même, et ainsi donner à la classe qui a pour mission d'agir, classe aujourd'hui opprimée, la conscience des conditions et de la nature de sa propre action, voilà la tâche du Socialisme scientifique, expression théorique du mouvement prolétarien".

Le CLP : « comment le OUI à la participation peut renforcer la lutte de classe » .

Dans l'éditorial du numéro 25 du "Militant", organe du groupuscule confusionniste de l'extrême gauche genevoise le CLP, nous lisons que cette organisation apporte son soutien au OUI à l'Initiative en prétendant : "... l'Initiative trace les limites entre les deux camps, celui des travailleurs et celui des possédants ...". Attitude typique de l'ouvriérisme qui absout toutes les erreurs du prolétariat pourvu qu'elles émanent de ses représentants. Par une telle attitude, on est amené à justifier toutes les positions chauvines du mouvement ouvrier sous prétexte qu'il en est le promoteur.

Le marxisme n'a jamais accepté ce type de raisonnement simpliste, car il sait que sans l'apport de l'extérieur par le Parti de Classe de son idéologie propre, le

prolétariat est condamné à subir le poids de l'idéologie dominante. Cette opposition de classes mécaniquement mis en lumière par le CLP ne révèle qu'une seule chose : sa nullité théorique. Mais poursuivons.

"La question est la suivante : Dans quelles conditions voter OUI à l'Initiative des Syndicats et du PSS, peut renforcer les luttes ..." (!!!). Tout l'éditorial tourne autour de cette question. L'ennui c'est que le CLP n'y répond pas, et d'ailleurs serait bien incapable d'apporter la moindre réponse car :

1.- Il néglige totalement le poids de l'opportunisme politique et syndical sur le prolétariat. D'accord pour reconnaître dans le "réformisme" un produit de l'histoire en liaison avec l'apparition d'une aristocratie ouvrière, il refuse de le considérer aujourd'hui comme un sujet agissant, soumettant et entraînant derrière lui une masse importante d'ouvriers, perpétuant par là les illusions petites bourgeoises de l'Aristocratie ouvrière, fraction du prolétariat achetée par la bourgeoisie à l'époque de l'Impérialisme.

2.- Il surestime, et ceci est un corollaire du point précédent, les quelques réactions ouvrières qui se font jour. Incapable d'avoir une réelle influence sur le mouvement ouvrier, ce qui n'a rien à voir avec sa propre action mais n'est que le produit de tout le cycle contre-révolutionnaire que nous subissons encore, il est amené tout naturellement à théoriser à la fois l'autonomie des masses, ce qui ne veut rien dire si on ne parle pas de la question du Parti de classe, et le suivisme le plus plat par rapport à l'opportunisme pour ne pas se couper des "masses".

3.- Jamais une institution bourgeoise n'a favorisé le travail des révolutionnaires, car seule l'organisation du prolétariat autour de son programme de classe défendu par son parti est une garantie de succès. Sans cet organe qu'est le Parti de Classe et sans ce guide pour l'action que représente le Programme Communiste, toute action tendant à plier une institution bourgeoise (ici la Participation) aux intérêts du prolétariat est une fanfaronade sans intérêt.

Groupuscule bavard, sans programme défini, sans axe de travail autre que celui d'obtenir des résultats concrets immédiats, le CLP se révèle ni plus ni moins que comme l'aile gauche du très stalinien PST.

CONCLUSIONS

Les leçons à retenir des affrontements d'arguments précédents le 21 Mars 76 se résument en ceci :

1.- L'opportunisme et la bourgeoisie sont les deux faces d'une même réalité. Tous deux, se basent sur le principe que le régime capitaliste est perfectible et qu'il peut être amélioré moyennant quelques réformes. Les oppositions qui ont pu être relevées entre ces divers courants de défense du régime bourgeois se situaient sur la fraction de responsabilités à donner aux travailleurs dans le procès de production.

2.- Dans la mesure où l'opportunisme s'opposait aux partis bourgeois et au patronat, il pouvait espérer redorer son blazon de "défenseur inconditionnel de la classe ouvrière" tout en adhérant à la logique de la production capitaliste. C'est d'ailleurs ce qu'à compris l'un des chantres de la bourgeoisie J.S Eggly dans le "Journal de Genève" du 13/01/76 : "Sans vraiment succomber à la tentation de sacrifier l'influence à l'activisme spectaculaire, une grande association comme l'Union Syndicale, obligée de toujours tater le pouls de sa base, peut avoir le sentiment qu'il lui faut à tout prix démon-

trer son dynamisme, son "punch". C'est à notre sens une des raisons qui ont poussé les syndicats à lancer l'Initiative sur la Participation".

Voilà au moins un jugement qui ne s'effarouche pas trop des soi-disantes positions extrémistes des syndicats, et qui replace la campagne pour l'Initiative à sa juste place: une campagne de publicité.

3.- Par les arguments développés, pour son soutien à l'Initiative syndicale, le PST révèle une fois de plus sa vision gradualiste de la conquête du pouvoir, dans laquelle il a remplacé le schéma classique de la révolution - grèves partielles, grèves générales politiques, insurrection et destruction de l'Etat bourgeois par l'instauration de la dictature du prolétariat dont la mission sera de détruire l'économie mercantile et d'abolir le salariat - par le schéma - Réformes par les moyens démocratiques, conquête de la majorité au parlement, instauration d'un front antimonopoliste interclassiste avec un programme de nationalisations assimilé au socialisme, ne remettant en cause ni l'Etat bourgeois, si ce n'est par un changement du personnel parlementaire et gouvernemental, ni le salariat, fondement de l'accumulation capitaliste.

4.- Le suivisme à l'égard de l'opportunisme, des organisations immédiatistes qui se prétendent anti-impérialistes, ne fait que renforcer son influence sur le prolétariat.

"Les gens les plus dangereux à cet égard sont ceux qui ne veulent pas comprendre que si elle n'est pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme, la lutte contre l'Impérialisme est une phrase creuse et mensongère" (Lenine , Impérialisme stade suprême du capitalisme).

PETITE NOTE AMUSANTE : Une entreprise quelques soit sa direction (patronat autocratique ou dirigeant^Ssyndicaux) subit les lois OBJECTIVES du marché.

En Mai 75, la coopérative "Baubetrieb", création de la FOBB a cessé toute activité par suite du brusque ressèrement du marché de la construction l'an dernier. Or, deux secrétaires syndicaux siégeaient au Conseil d'Administration, auquel Canonica lui-même "participait" encore jusqu'en Janvier 75.

Magnifique démonstration de notre thèse : Mis dans les mêmes conditions, des gestionnaires conséquents sont amenés aux memes solutions. Dans ce cas : Licenciements général et fermeture de l'entreprise.

LE PST ET « LA DICTATURE DU PROLETARIAT » !!!

Durant le dernier congrès du PCF, qui s'est déroulé il y a deux mois, son secrétaire général se prononça pour l'abandon du dogme de la dictature du prolétariat. Le principal mérite de Georges Marchais fut d'annoncer clairement que le PCF pratiquait depuis longtemps, c'est à dire de confirmer de vive voix sa ferme volonté de le présenter en tant qu'alternative de gauche au pouvoir traditionnel des partis bourgeois. Cette attitude est tout à fait comparable avec celle des autres PC occidentaux : le PCI avec le "compromis historique" ou le PCE avec le "Pacte pour la Liberté". Quand au PST il n'est pas non plus resté en arrière de ces "nouvelles voies", vers un plus grand reniement du marxisme. Ce qui permet à Jean Vincent d'affirmer dans la "Voix Ouvrière" du 6 Février 76 : "Ni en 1968 à notre Congrès ni en 1971 dans nos thèses-programme, ni dans la résolution du Congrès de Juin 1974, nous ne nous sommes référés à la dictature du prolétariat".

Lorsque Marx écrivait à Weydemeyer le 5 Mars 1852 "ce que je fis de nouveau, ce fut 1) de démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases du développement historique de la production ; 2) que la lutte des classes conduit nécessairement à la dictature du prolétariat ; 3) que cette dictature elle-même ne constitue que la transition à l'abolition de toutes les classes et à une société sans classe.", Marx énonçait là une notion de base du marxisme. Une notion qui n'est pas périmée comme une denrée alimentaire, comme l'estime le Parti Suisse du Travail par Monsieur Jean Vincent interposé. La nécessité de la dictature du prolétariat 124 ans après la déclaration de Marx est plus que jamais actuelle. Le Capitalisme, même "s'il est plongé dans une crise générale et profonde, économique, politique, idéologique et morale" (Voix Ouvrière du 6 Février 76) est toujours présent. Sa nature n'a pas changé. "L'adoucissement des conditions de vie" de la classe ouvrière par rapport à celle d'il y a 124 ans en Europe, n'est pas du à l'adoucissement des moeurs de la bourgeoisie ni à une quelconque abdication de son pouvoir due à une impuissance croissante, mais plutôt à une interaction constante entre la lutte de la classe ouvrière et "réformes" accordées par la bourgeoisie pour mieux l'asservir.

L'extrait suivant des thèses sur les tâches fondamentales de l'Internationale Communiste au IIème Congrès de l'I.C, présenté par Lenine, ne peut être rejeté dans les poubelles de l'histoire.

"Dans la situation concrète créer dans le monde entier et principalement dans les pays capitalistes les plus avancés, les plus puissants, les plus civilisés et les plus libres par le militarisme, par l'impérialisme, par l'oppression des colonies et des pays faibles, par la boucherie impérialiste mondiale, par la "paix" de Versailles, toute concession à l'idée d'une paisible soumission des capitalistes à la volonté de la majorité des exploités, et d'une évolution pacifique réformiste vers le socialisme, n'est pas seulement le signe d'une extrême stupidité petite-bourgeoise, mais aussi une véritable tromperie envers les ouvriers, l'idéalisation de l'esclavage salarié capitaliste, la dissimulation de la vérité. Cette vérité est que la bourgeoisie, même la plus éclairée et la plus démocratique, ne s'arrête plus devant aucun mensonge, ni aucun crime, devant le massacre de million d'ouvriers et de paysans pour sauver la propriété privée des moyens de production. Seuls le renversement par la violence de la

bourgeoisie, la confiscation de sa propriété, la destruction de fond en comble de tout l'appareil d'Etat bourgeois, parlementaire, judiciaire, militaire, bureaucratique, administratif, municipal, etc..., allant jusqu'au bannissement et à l'internement de tous les exploiters les plus dangereux et les plus obstinés, l'organisation d'une sévère surveillance à leur égard en vue de réprimer leurs inévitables tentatives de résistance et de restauration de l'esclavage capitaliste, seules ces mesures sont susceptibles d'assurer la soumission réelle de toute la classe des exploiters." (Lenine, Oeuvres complètes, t. 31 p. 188-189)

Nous nous excusons de l'antiquité de nos sources et de ne pas avoir de "nouvelles voies" à offrir en pâture à la bourgeoisie, même si les nouvelles voies proposées par le PST sont directement issues du XXème Congrès du P.C russe de 1956 et ressemblent étrangement à celles proposées par le courant appelé révisionniste à la fin du siècle dernier et qui sont donc nettement antérieures à la déclaration de Lenine citée plus haut.

Le PST ne nie pas l'existence de deux courants antagoniques mais substitue à la lutte de classe la lutte électorale dans laquelle un rapport de forces favorables lui permettraient d'amorcer un processus de transformation réformiste de la société.

"Le PST estime qu'il est possible, en partant des institutions démocratiques de notre pays, en les développant de manière à leur donner leur sens véritable et cela non seulement sur le plan politique mais en particulier dans les entreprises où les droits des travailleurs sont aujourd'hui quasi nuls, de parvenir finalement à arracher le pouvoir à la bourgeoisie et à instaurer ainsi une société nouvelle". (Extrait de la thèse 38 adoptée par la conférence nationale du PST des 12 et 13 Juin 1971 à Lausanne)

Ainsi le PST rêve de transformer en douceur les institutions démocratiques pour parvenir enfin à arracher le pouvoir à la bourgeoisie instigatrice de ces institutions démocratiques.

Or, le bilan même de plus d'un siècle montre qu'il ne s'agit pas pour la classe ouvrière de soutirer à force de compromissions et de sacrifices des bribes de pouvoir concédés par le bon vouloir de l'Etat bourgeois, mais de lutter pour le renversement de cet Etat.

"Le vote dans le cadre du parlementarisme bourgeois, avec ses institutions et ses coutumes, fait partie de l'appareil de l'Etat bourgeois, qui doit être vaincu et brisé de haut en bas pour réaliser la dictature du prolétariat, pour passer de la démocratie bourgeoise à la démocratie prolétarienne." (Lenine, "Les tâches de la IIIème Internationale") (Cf. note 1.)

Mais le PST, ne plaçant pas ces deux courants antagoniques que sont la bourgeoisie et le prolétariat sur un terrain de classe, c'est à dire n'admettant pas que cette opposition irréductible ne se résolve que par le renversement de la première par le second, rêve d'une vaste coalition rassemblant des "couches populaires" et des "forces de travail" qui toutes unies la main sur le coeur prendraient conscience des "responsabilités du capitalisme" au cours d'action dans la stricte légalité autorisée et contrôlée par l'Etat bourgeois.

"Le large mouvement populaire qu'il est indispensable de créer pour imposer un renouveau politique et un gouvernement progressiste devra rassembler toutes les forces du monde du travail qui, à un titre ou à un autre, sont victimes de l'exploitation et de la domination du grand capital. Le Parti du Travail souligne la nécessité de grouper ces forces, aujourd'hui dispersées et divisées, et de forger peu à peu leur union à travers des actions communes pour la défense et l'affirmation de leurs intérêts communs contre la toute puissance de la finance et des monopoles.

Cette alliance populaire devra associer progressivement dans l'action des couches toujours plus larges d'ouvriers et d'employers, d'intellectuels et de cadres

techniques, de paysans, d'artisans, de petits commerçants, ainsi que les organisations de défense des intérêts populaires (vieillards, locataires, consommateurs, etc...). L'union qui a été réalisée autour de l'initiative pour le droit au logement (1970) est une préfiguration de ce rassemblement. Et celui-ci ne peut être qu'accélééré - si les responsabilités du capitalisme sont clairement démontrées - par la politique de vie chère de la grande bourgeoisie, par la hausse constante des loyers, par les difficultés des agriculteurs, par les conséquences de la concentration capitaliste pour les travailleurs, pour le petit commerce menacé par les grands magasins, pour les petits patrons victimes du grand capital." (Thèse 44 adoptée par la Conférence nationale du PST les 12 et 13 Juin 1971 à Lausanne).

Au rassemblement des couches ou demi-couches de la petite bourgeoisie en voie de prolétarianisation, sur le programme unique du prolétariat (qui va de la lutte pour le pouvoir jusqu'à l'abolition du salariat pour déboucher sur le Socialisme), le PST substitue le "rassemblement des couches populaires", un point c'est tout. Le prolétariat n'étant plus la classe hégémonique, le programme de ce rassemblement ne peut être qu'une somme de revendications antimonopolistes reflétant toutes les angoisses de la petite bourgeoisie peu à peu dépossédée de ses derniers oripeaux de liberté par le grand capital triomphant. Le but de ce rassemblement étant d'appliquer un "programme vraiment démocratique".

"D'autre part, c'est également idéaliser le capitalisme et la démocratie bourgeoise, c'est également vouloir tromper les ouvriers que d'admettre, comme c'est le cas dans les vieux partis et chez les vieux leaders de la deuxième Internationale, l'idée que la majorité des travailleurs et des exploités pourrait, dans les conditions de l'esclavage capitaliste, sous le joug de la bourgeoisie - qui revêt des formes infiniment variées et d'autant plus raffinées et en même temps cruelles et impitoyables que le pays capitaliste est plus civilisé -, que cette majorité pourrait acquérir une conscience socialiste absolument claire, des convictions et un caractère socialiste à toute épreuve. En réalité, ce n'est qu'après que l'avant-garde du prolétariat, soutenue par toute cette classe, la seule révolutionnaire, ou par sa majorité, aura renversé les exploités, aura brisé leur résistance, aura libéré les exploités de leur esclavage et amélioré leurs conditions d'existence aux dépens des capitalistes expropriés, ce n'est qu'après cela et au cours même d'une âpre lutte de classe qu'il sera possible de réaliser l'instruction, l'éducation et l'organisation des masses les plus larges des travailleurs et des exploités autour du prolétariat, sous son influence et sa direction, qu'il sera possible de vaincre leur égoïsme, leur division, leurs tares, leurs faiblesses nées du régime de la propriété privée, et d'en faire une libre association de travailleurs libres." (Thèses sur les tâches fondamentales de l'Internationale Communiste au IIème Congrès de l' I.C, Lenine, Oeuvres complètes, t. 31, p. 188-189).

NOTE 1. Quant "au développement des institutions démocratiques" dans les entreprises, tel que l'Initiative sur la Participation, au sujet de laquelle la "V.O" pleurnichait encore le Samedi 27 mars 76 (jour de la manifestation de soutien aux travailleurs de MATISA), elle estimait que la campagne électorale pour la Participation aurait dû être "un moment de la mobilisation des travailleurs" et elle déplorait le fait qu'il n'y ait pas eu "un dernier placard syndical liant la lutte de MATISA à participation". La réponse des travailleurs face à une telle pratique de pseudo-développement d'Institutions démocratiques a été claire : LA GREVE, seule arme de la classe ouvrière même si elle existe depuis plus de deux cent ans.